

La mobilité sociale et les objectifs socialistes
Social Mobility and Socialist Goals
La movilidad social y los objetivos socialistas

Seymour Martin LIPSET

Volume 4, numéro 2, novembre 1972

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/001440ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/001440ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (imprimé)

1492-1375 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

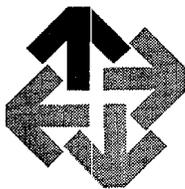
Citer cet article

LIPSET, S. M. (1972). La mobilité sociale et les objectifs socialistes. *Sociologie et sociétés*, 4(2), 193–224. <https://doi.org/10.7202/001440ar>

Résumé de l'article

L'auteur fait un bilan des études récentes sur la mobilité professionnelle et sociale. Cette fois, vingt ans après sa publication avec R. Bendix de *Social Mobility in Industrial Society*, il peut utiliser d'abondantes données des pays communistes, U.R.S.S., Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Yougoslavie. Il constate que les recherches menées dans ces pays font état d'une différence de mobilité sociale selon le milieu professionnel d'origine. Examinant ensuite les résultats des social-démocraties suédoise et britannique, il constate que là aussi les milieux d'origine confirment leur influence, tout comme en France d'ailleurs. Il conclut que, aucun pays n'a jusqu'ici trouvé la solution aux problèmes des inégalités des chances des enfants des classes pauvres.

La mobilité sociale et les objectifs socialistes*



SEYMOUR MARTIN LIPSET

COMME STEPHAN THERNSTROM nous le fait remarquer, la majorité de ceux qui tentent d'expliquer pourquoi la conscience politique du travailleur américain est de niveau moins élevé que celle des travailleurs de la plupart des pays d'Europe, insiste sur le taux de mobilité sociale. Selon eux, le niveau élevé de ce dernier aux États-Unis désamorcerait en quelque sorte les ressentiments de classe. Cette hypothèse présume que la naissance de la conscience de classe est liée à un caractère de classe héréditaire : celui de ne pouvoir monter librement l'échelle professionnelle. On s'appuyait, et on s'appuie encore, sur l'argument suivant : si les efforts, inspirés par le socialisme ou non, entrepris pour atteindre politiquement la classe laborieuse restent inefficaces, c'est parce que le travailleur américain peut raisonnablement espérer améliorer sa condition et se dégager de sa classe. En revanche, le travailleur européen, à qui la société offre moins de chances, est plus enclin à soutenir les tentatives socialistes visant à modifier le partage des chances et des satisfactions sociales. Pour ce théoricien, à compter de Marx, on verrait apparaître une conscience de classe ouvrière et des mouvements politiques radicaux, alors que l'évolution du système économique aurait presque bloqué la mobilité verticale.

De telles interprétations ont été soumises à des critiques empiriques de deux sortes. En premier lieu, certains de ceux (Sorokin, Glass, Lipset-Bendix et Miller) qui se sont penchés sur le problème de la mobilité sociale, armés de comparaisons

* Cet article a été traduit de l'anglais par Jean-Claude Robert.

que permettaient les données publiées dans différents pays, ont conclu que le taux de mobilité sociale américaine n'était pas exceptionnellement élevé. Plusieurs pays européens en avaient connu de comparable. En deuxième lieu, il a bien fallu constater que ni l'industrialisation, ni l'urbanisation n'avaient fait obstacle à la mobilité sociale. Remarquons au passage qu'une enquête menée en 1967 dans une ville industrielle du Michigan révèle que 15 % seulement des habitants pensaient qu'« il n'y a qu'aux États-Unis que les fils ambitieux de parents pauvres, peuvent progresser socialement ». Quant aux autres, ils étaient d'avis que les ambitieux étaient tout aussi « susceptibles d'accéder à la classe moyenne dans la plupart des pays européens, comme l'Allemagne, la France et l'Italie¹ ».

Ces observations, dans la mesure où elles sont valables, rendent quelque peu douteuse l'importance que l'on accorde à la valeur comparative et historique de la distribution des chances sociales pour expliquer sur le plan culturel les variations que l'on observe dans les réponses politiques des classes sociales de différents pays.

Au moment de rendre compte de la documentation sur le sujet et d'en évaluer la portée, il faut bien admettre, comme Thernstrom nous y invite, que la majorité des comparaisons qu'on y retrouve est discutable dans la mesure où elles sont souvent forcées. Beaucoup d'entre elles appellent mobilité le simple passage de l'emploi manuel à l'emploi non manuel². Il faut remarquer cependant, que le plus ancien travail comparatif à l'échelle internationale, celui de Sorokin en 1927, s'appuyait sur des centaines d'études particulières portant sur la mobilité sociale dans différents pays. Certaines remontaient à la fin du XIX^e siècle. Les données ainsi recueillies ne permettaient pas une évaluation statistique systématique des variations des taux de mobilité. Elles donnaient cependant à entendre qu'aucune des sociétés, aucune des structures considérées, ne pouvait être décrite comme « fermée », ou « non mobile ». En effet, toutes les études, reprises par Sorokin, attestaient l'existence de minorités qui changeaient, dans le sens de la progression ou de la régression, de statut professionnel par rapport à celui de leurs parents ou à leurs premiers emplois³.

Les résultats de Sorokin et ceux des enquêtes nationales menées par la suite dans de nombreux pays, ne font pas état de taux de mobilité sociale identiques. On

1. Joan H. Rytina, William H. Form et John Pease, « Income and Stratification Ideology : Beliefs about the American Opportunity Structure », *American Journal of Sociology*, vol. 75, 1970, p. 709-710.

2. On trouvera une analyse méthodologique extrêmement poussée et minutieuse de la plupart des travaux méthodologiques dans Karl Ulrich Mayer et Walter Müller, « Progress in Social Mobility Research ? », *Quality and Quantity*, 5 juin 1971, p. 141-177. Neil Smelser et S. M. Lipset (édit.) présentent dans *Social Structure and Mobility in Economic Development*, Chicago, Aldine, 1966, la critique des méthodes et des théories de l'étude de la mobilité (voir notamment les textes de O. D. Duncan, H. L. Vilensky, W. E. Moore et N. R. Ramsøy, et l'introduction des rédacteurs). On peut se référer aussi à : V. Capecchi, « Problèmes méthodologiques dans la mesure de la mobilité sociale », *European Journal of Sociology*, vol. 8, 1967, p. 285-318 ; ainsi qu'à D. Bertaux, « Sur l'analyse des tables de mobilité sociale », *Revue française de sociologie*, vol. 10, 1969, p. 448-490.

3. P. A. Sorokin, *Social and Cultural Mobility*, New York, The Free Press, 1959. La première édition date de 1927. David V. Glass (édit.), *Social Mobility in Britain*, Londres, Routledge, 1954 ; S. M. Lipset et Reinhard Bendix, *Social Mobility in Industrial Society*, Berkeley, University of California Press, 1959 ; S. M. Miller, « Comparative Social Mobility : A Trend Report and Bibliography », *Current Sociology*, vol. 9, n° 1, 1960, p. 1-89 ; Thomas G. Fox et S. M. Miller, « Economic, Political and Social Determinants of Mobility », *Acta sociologica*, vol. 9, 1965, p. 76-93 ; Thomas G. Fox et S. M. Miller, « Intra-Country Variations : Occupational Stratification and Mobility », in Reinhard Bendix et S. M. Lipset (édit.), *Class, Status, and Power : Social Stratification in Comparative Perspective*, New York, The Free Press, 1966, p. 574-581 ; Phillips Cutright, « Occupational Inheritance : A Cross-National Analysis », *American Journal of Sociology*, vol. 73, 1968, p. 400-416.

constate un certain nombre de différences entre les pays considérés. Les États-Unis ont un taux « légèrement supérieur », si l'on en croit Blau et Duncan, auteurs de la plus vaste enquête faite dans ce pays. Ils concluent : « Il n'y a que fort peu de différences dans les taux de mobilité professionnelle entre « cols blancs » et « cols bleus » de divers pays industrialisés⁴. » Phillips Cutright s'est efforcé de comparer de façon systématique et quantitative les données de treize pays. Il en conclut que le taux de mobilité sociale de la population d'un pays tout entier est d'autant plus élevé que le pays en question est plus industrialisé et d'autant moins, que l'agriculture y est plus importante. Cependant, si on limite les comparaisons à la population non agricole⁵, les distances observées sont considérablement réduites. De toute façon, les différences restent mineures et confirment encore l'assertion de Joseph Schumpeter : « Les barrières de classe sont sans exception surmontables et sont, de fait, surmontées...⁶ ».

I. ENQUÊTES SUR L'EUROPE DE L'EST

La théorie de Sorokin, selon laquelle les forces qui concourent simultanément à la transmission héréditaire des avantages et à une mobilité considérable apparaissent dans des systèmes sociaux différents, s'est vue récemment confirmée de façon éclatante par les études empiriques qui se multiplient dans plusieurs pays communistes. Par exemple, une analyse complète et subtile des taux et des modèles de mobilité sociale aux États-Unis et en Tchécoslovaquie — le plus industrialisé des pays communistes — va dans le sens de Sorokin. Des sociologues tchèques ont comparé systématiquement les données de 1967 sur leur propre pays à celles qu'avaient recueillies Blau et Duncan en 1962. Le chercheur tchèque Zdenek Safer conclut qu'on retrouve « dans les deux systèmes [...] une ouverture étonnante ». Il insiste sur ces résultats parce qu'ils s'inscrivent en faux contre « l'hypothèse fréquemment admise en Occident qu'il y a dans les pays socialistes un « blocage de la mobilité⁷ ». Autrement dit, Safer soutient qu'il est faux de prétendre que le socialisme se distingue par un taux de mobilité sociale inférieur. Au contraire, ce taux serait aussi élevé qu'en régime capitaliste.

Il est peut-être intéressant de signaler qu'aucun sociologue occidental, du moins à ma connaissance, n'a jamais parlé d'un blocage de la mobilité dans les pays communistes. Peut-être cette hypothèse est-elle courante chez les critiques du pays même ? L'auteur soviétique dissident Andrei Amalrik, par exemple, examine les différences de niveau de vie considérables qu'on peut observer en Union soviétique entre l'élite et les gens du commun. Il en conclut qu'en Union soviétique « une certaine classe supérieure s'efforce d'éviter tout changement et

4. Peter Blau et Otis Dudley Duncan, *The American Occupational Structure*, New York, John Wiley, 1967, p. 433.

5. Cutright, « Occupational Inheritance : A Cross-National Analysis », *American Journal of Sociology*, vol. 73, p. 400-416. On retrouve la même conclusion dans K. Svalastoga, *Social Differentiation*, New York, David McKay, 1965, p. 123-126. Il fait remarquer « la force de persuasion de la mobilité. Même les mesures les moins subtiles arrivent au résultat que la majorité est mobile, quelle que soit la société industrielle considérée » (p. 141).

6. Joseph Schumpeter, « The Problem of Classes », in Bendix et Lipset (édit.), *Class, Status, and Power : Social Stratification in Comparative Perspective*, p. 45.

7. Zdeněk Safer, « Different Approaches to the Measurement of Social Differentiation of the Czechoslovak Socialist Society », *Quality and Quantity*, vol. 5, juin 1971, p. 205-206. Voir aussi P. Machonin, « Social Stratification in Contemporary Czechoslovakia », *American Journal of Sociology*, vol. 75, 1970, p. 725-741.

de mettre obstacle à toute mobilité sociale éventuelle [...] et rend permanent le clivage de notre société en castes étanches⁸ ». Dans les années 60 s'est tenu à Moscou un colloque sur la structure sociale des pays communistes. Le rapport révèle que les chercheurs dénoncent aussi les restrictions imposées aux chances d'accès aux classes supérieures :

La mobilité sociale des jeunes Polonais est encore très liée à leur origine sociale déclare le sociologue polonais, S. I. Wilderspil. N. M. Blinov, du Laboratoire de sociologie de l'Université de Moscou, abonda dans son sens au même colloque, en s'appuyant sur les recherches entreprises sur les employés de la « Première usine de roulements à bille » de Moscou et sur l'Université elle-même. Il en arriva à la conclusion que « les différences de classe sont encore très marquées et ont une forte influence sur la promotion sociale de l'individu...⁹ ».

En rapportant le résultat des recherches entreprises en Hongrie, Sandor Ferge fait ressortir qu'un « cercle vicieux » empêche la mobilité sociale dans son pays. Elle réclame « l'instauration de mesures au sein du nouveau mécanisme économique pour corriger le manque de souplesse et les *différences sociales existant déjà ou apparues récemment*...¹⁰ ». La thèse voulant que les pays communistes aient un taux de mobilité inférieur à celui des autres est corroborée dans une certaine mesure par les résultats statistiques que Phillips Cutright tire d'une comparaison portant sur treize pays. Il constate en effet que le taux de la Hongrie se classe en dernier précédé de celui de la Finlande, de l'Italie et de la Yougoslavie¹¹.

Malgré les analyses que nous venons de voir, les données assez complètes qui nous parviennent des pays communistes (certaines comme celles de Safer sont plus récentes que celles qu'a utilisées Cutright) semblent aller dans le sens de l'analyse théorique que le sociologue polonais Stanislaw Ossowski a faite des perspectives de la mobilité sociale en pays communiste. Ossowski soutient de façon convaincante que les mécanismes fondamentaux qui jouent sur les taux de mobilité sont des mécanismes structurels, liés au rythme de l'expansion économique et non à tel ou tel système politique ou économique. On peut donc comparer les taux des régimes socialistes et ceux des régimes capitalistes. Il écrivait vers le milieu des années 50 :

8. Cité par I. F. Stone, « Can Russia Change ? », *New York Review of Books*, vol. 18, février 1972, p. 22. On retrouve avec étonnement chez le sociologue soviétique M. N. Rutkevich la même affirmation, à savoir que les sociologues occidentaux seraient persuadés du manque de mobilité des pays communistes. Il déclare : « Nous tombons souvent sur des assertions selon lesquelles la société soviétique offrirait l'exemple d'une structure « rigide », parce que la progression d'une classe « inférieure » à une classe « supérieure » y serait prétendument très difficile, ce qui la distinguerait de la structure « souple » de la société capitaliste. Ces affirmations relèvent de la diffamation pure et simple. Les concepts de classe « inférieure » ou « supérieure » sont fondamentalement étrangers à la société socialiste soviétique. L'U.R.S.S. n'a ni couches ni classes « inférieures » ou « supérieures », pas plus qu'elle n'a ces classes particulières de *hooligans*, de spécialistes du pot-de-vin, etc., inventées délibérément par les dirigeants chinois pour dénigrer la conception d'un Etat soviétique appartenant au peuple tout entier [...] Nous rejetons la théorie de la mobilité sociale parce qu'elle est antimarxiste et fondée sur une division non scientifique et arbitraire de la société en « couches » (M. N. Rutkevich, « Elimination of Class Differences and the Place of Non-Manual Workers in the Social Structure of Soviet Society », *Soviet Sociology*, vol. 3, automne 1964, p. 11).

9. Extrait du sommaire du rapport russe publié dans Z. Katz, *Hereditary Elements in Education and Social Structure in the U.S.S.R.*, Glasgow, Institute of Soviet and East European Studies, University of Glasgow, 1969, p. 4. Je suis l'obligé du professeur Katz pour ses références et ses commentaires.

10. Cité Z. Katz, *Hereditary Elements in Education and Social Structure in the U.S.S.R.*, p. 6. [C'est Z. Katz qui souligne.]

11. Cutright, « Occupational Inheritance : A Cross-National Analysis », *American Journal of Sociology*, vol. 73, 1968, p. 400-416.

Le développement économique est une nécessité pour le système socialiste, plus pressante même que pour le système capitaliste [...] c'est une condition primordiale de son succès et même de son existence. Un des premiers objectifs des dirigeants des pays socialistes a donc été d'atteindre dans les domaines de l'industrialisation, de l'urbanisation, des communications et de l'instruction publique, le niveau des pays capitalistes plus avancés. *Le développement de ces secteurs réclame un accroissement de la mobilité sociale dans les pays socialistes autant qu'ailleurs.* Comme les pays en question sont nés de révolutions sociales, on pourrait présumer un rapport causal entre la révolution sociale et l'accroissement de la mobilité en question. *Mais c'est l'expansion socio-économique et non l'introduction par la révolution d'un régime socialiste que l'on doit considérer comme condition nécessaire de l'accroissement de la mobilité.* On aurait pu l'obtenir même si le système capitaliste avait survécu, par exemple, par l'intervention de programmes comme le plan Marshall ¹².

Les résultats d'une étude comparative faite récemment en Hongrie dans le but explicite d'éprouver la thèse d'Ossowski, corrobore les vues du chercheur polonais. Adorka a établi deux séries de comparaison : la première fondée sur la dichotomie élémentaire travail manuel / travail non manuel dans cinq pays de l'Est et en Hongrie ; la deuxième, mesurant la mobilité dans un éventail professionnel beaucoup plus large en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en Hongrie. Il a constaté ainsi que les taux hongrois de sortie de classe (c'est-à-dire la différence procentuelle entre la génération des parents et celle des enfants d'une même classe) étaient à peu près identiques à ceux des autres pays. Pour le taux d'entrée (la proportion d'enfants d'une classe dont les parents appartenaient à une autre), il a démontré que la proportion de gens issus de familles de paysans ou de travailleurs manuels et occupant de hautes fonctions était plus importante en Hongrie que dans les pays non communistes. Mais, suivant en cela Ossowski, il met le phénomène au compte de « *facteurs structurels et [du] taux d'expansion économique* ». Autrement dit, les résultats indiquent que, durant la période couverte par son analyse comparative, « la structure professionnelle était moins développée qu'en Grande-Bretagne et aux États-Unis [...] Elle s'est probablement modifiée plus rapidement en Hongrie que dans ces deux pays. » Comme Adorka le dit lui-même très clairement « doubler en une génération le pourcentage de cadres supérieurs et d'intellectuels [professionnels] possédant un niveau universitaire signifie, même en admettant que les enfants d'intellectuels occupent tous systématiquement les postes laissés par leurs parents, que la classe en question a un taux d'entrée de 50 % de personnes issues d'autres couches de la société ¹³ ».

Une autre recherche entreprise en Hongrie sur un échantillon de 15 000 personnes, appartenant aux trois générations, confirme la thèse d'Adorka. « Dans 71 % des familles où les parents et les grands-parents avaient des professions intellectuelles [exigeant une formation universitaire], tous les enfants qui ont un emploi font carrière dans les mêmes domaines. La proportion tombe à 57 % quand le chef de famille était un intellectuel, mais les grands-parents des travail-

12. Stanislaw Ossowski, « Social Mobility Brought about by Social Revolution », communication présentée lors de la 4^e Conférence sur la stratification et la mobilité sociales, Association internationale de sociologie, Genève, décembre 1957. [C'est nous qui soulignons.] On trouvera l'analyse de cette communication in Lipset et Bendix, *Class, Status, and Power...*, p. 281-282. L'article de D. Bertaux, « Nouvelles perspectives sur la mobilité sociale en France », *Quality and Quantity*, vol. 5, juin 1971, notamment p. 102-111, constitue une tentative récente de distinction théorique et pratique entre la mobilité structurelle et la mobilité d'« échange » ou de « circulation ».

13. R. Adorka, « Social Mobility and Economic Development », *Acta oeconomica*, vol. 7, n° 1, 1971, p. 40-41.

leurs manuels ; et enfin, à 41 % si les grands-parents étaient des agriculteurs. » Dans les familles où les parents et les grands-parents étaient des travailleurs manuels, plus des deux tiers des enfants au travail ont un emploi manuel ¹⁴.

Le sociologue soviétique M. N. Rutkevich a fait ressortir le caractère général de l'évolution des sociétés industrielles, dans lesquelles « les progrès de la technologie et de la culture exigent la multiplication rapide du nombre de savants, d'ingénieurs, de techniciens, d'enseignants, de médecins et d'autres spécialistes, ainsi que de certaines catégories d'employés du secteur des services ». Après avoir noté que le groupe des cols blancs a supplanté dans l'industrie américaine celui des cols bleus, il remarque que « le nombre d'ingénieurs et de techniciens s'est multiplié deux fois et demie, en 20 ans, dans notre pays et [que] son accroissement est rapide aujourd'hui encore ». Ainsi, « l'augmentation relativement plus rapide du nombre des travailleurs non manuels [...] attire dans cette catégorie des ouvriers et des travailleurs des fermes collectives et leurs enfants ». Rutkevich poursuit sa généralisation en ces termes : « Le passage d'un groupe de la société soviétique à un autre est déterminé, non par des modulations personnelles et subjectives, encore qu'elles puissent jouer un rôle, mais par la nécessité sociale objective. Nous pensons d'abord au déplacement d'une partie de la paysannerie vers le groupe des ouvriers urbains, des employés et des professionnels. Puis à l'accroissement de la main-d'œuvre non manuelle aux dépens d'autres couches sociales, le phénomène provoqué par le progrès général de la société et que nous connaissons bien pour l'avoir étudié ¹⁵. »

Il y a déjà un certain temps, un sociologue polonais a comparé les taux de mobilité de sept pays dont un seul communiste (la Pologne). Ces résultats viennent étayer la thèse de la comparabilité. Il constata en effet, que le taux de mobilité ascendante était légèrement moins élevé en Pologne qu'aux États-Unis, en Allemagne de l'Ouest, en Suède, au Japon, en France et en Suisse. L'auteur ne tira cependant pas de conclusions générales sur les tendances de la mobilité dans les différents systèmes. De toute façon, la proportion de citadins qu'il estimait mobile vers le haut ou vers le bas, ne variait guère d'un pays à l'autre. La Pologne restait vers le bas de l'échelle (24 % à comparer à 30 % pour les États-Unis) ¹⁶. Le Yougoslave, Vojin Milic, est l'auteur d'une étude sur les données de 1960 qui révèlent des modèles de mobilité comparables dans son pays et dans les autres. Milic rejette la méthode des comparaisons internationales fondées sur la mobilité et entre les couches de travailleurs non manuels et manuels en alléguant que les travailleurs manuels yougoslaves ne considèrent pas que la condition d'employé de bureau est plus prestigieuse. Il rapporte cependant que « les enfants d'employés [cols blancs] étaient environ dix fois plus nombreux dans les rangs des étudiants [universitaires] que les enfants d'ouvriers et davantage encore que les enfants de paysans ». Au terme d'une vaste analyse de la mobilité d'une génération à l'autre

14. Maria Markus, « Quelques problèmes sociologiques du choix de la profession et de son prestige », in Andreas Hegedus (édit.), *Etudes, recherches. Sociologues hongrois*, Paris, Anthropos, 1969, p. 198-199.

15. Rutkevich, « Elimination of Class Differences and the Place of Non-Manual Workers in the Social Structure of Soviet Society », p. 4-5, 11. [C'est Rutkevich qui souligne.]

16. Adam Sarapata, « Distance et mobilité sociale dans la société polonaise contemporaine », *Sociologie du travail*, janvier-mars 1966, p. 19 ; Joseph R. Fiszman, « Education and Social Mobility in People's Poland », *The Polish Review*, vol. 16, été 1971, p. 5-31.

portant sur des catégories multiprofessionnelles, Milic arrive à des résultats identiques à ceux des études faites en Suède et au Danemark ¹⁷.

II. STRATIFICATION PROFESSIONNELLE EN U.R.S.S.

La documentation sur la stratification et la mobilité sociales de l'U.R.S.S. ne cesse de s'enrichir en Union soviétique même, certains sociologues commençant à discuter ouvertement des « différences sociales » fondées sur différentes qualités du travail relatives « à la complexité et à la signification sociales ¹⁸ ». Il est à regretter qu'on n'ait publié aucune étude de la mobilité portant sur les échantillons nationaux. Celles qui nous sont accessibles font cependant état de pressions qui tendent à promouvoir la mobilité professionnelle ascendante. Ces pressions prennent leur origine dans les différences de prestige, de revenu et de spécialisation que l'on attribue à telle ou telle profession et qui font que les jeunes Russes cherchent à éviter le travail manuel ou agricole. Les conclusions d'une enquête générale sur l'orientation professionnelle des élèves du secondaire, montrent que « le secteur des services attire moins d'élèves [moins de 5 %] [...] Ceux qui ont l'intention de travailler dans l'agriculture ne sont pas nombreux non plus. Douze pour cent seulement des enfants des employés et des fermes collectives [...] envisagent de travailler dans l'agriculture ; la proportion baisse encore si les parents travaillent dans d'autres secteurs. » Les emplois manuels tentent la majorité de ceux dont les parents sont agriculteurs ou travaillent dans le secteur des services, mais « 35 % seulement des enfants dont les parents travaillent dans l'industrie et 25 % dont les parents ont un emploi non manuel, souhaitent devenir ouvriers à la sortie de l'école ». « Ce sont les emplois non manuels qui ont le plus de succès. Ainsi 71 % des enfants dont les parents occupent déjà ce type d'emploi, 60 % dont les parents sont ouvriers et 36 % dont les parents sont employés dans les services voudraient, leurs études terminées, se lancer dans un emploi non manuel ¹⁹. »

Un autre chercheur soviétique, V. Kantorovich, ajoute que le discrédit dans lequel sont tombés les emplois manuels et agricoles auprès des jeunes Russes « n'est pas aussi exceptionnel qu'on pourrait le croire ».

Les sociologues ont remarqué chez certains élèves du secondaire avancé de Leningrad, une attitude critique, presque une aversion, à l'égard du travail physique. La résolution sur la réforme scolaire prise par le Comité central du Parti en 1958 visait justement cette attitude : « Certains, au terme de leurs études, considèrent le travail physique comme dégradant. »

[...] dans notre pays les gens, pas seulement les employés de carrière, sont toujours prêts à jeter la pierre non seulement aux gens que le *profit* incite au travail, mais, qui pis est, à leurs parents [...] On peut voir couramment à l'étranger les jeunes générations de diverses classes sociales [à l'exception

¹⁷ Voir Vojin Milic, « General Trends in Social Mobility in Yugoslavia », *Acta sociologica*, vol. 9, nos 1-2, 1966, notamment p. 133 et p. 135, notes 10 et 12.

¹⁸ On trouvera une revue générale des discussions des sociologues soviétiques sur la question de la mobilité sociale dans Zev Katz, « The Soviet Sociologists' Debate on Social Structure in the U.S.S.R. », document de travail préparé pour le Center for International Studies, M.I.T. ; Russian Research Center, Harvard University, juillet 1971, p. 49-56.

¹⁹ V. N. Shubkin, V. I. Artemov, N. P. Moskalenko, N. V. Buzukova et V. A. Kalmyk, « Quantitative Methods in Sociological Studies of Problems of Job Placement and Choice of Occupations (Part 1) », *Soviet Sociology*, vol. 7, été 1968, p. 19-20.

de l'élite, bien entendu] gagner de l'argent en travaillant comme bagagistes, vendeurs, plongeurs, laveurs de vitres, etc. Faut-il s'étonner de ce que les élèves du secondaire de Leningrad [...], parce que leur formation les avait préparés dès leur jeune âge à du travail intellectuel, aient décidé qu'ils étaient destinés aux carrières intellectuelles ? Si la vie les astreint à « se faire ouvrier », ils considèrent cette nécessité comme une déchéance, voire comme une catastrophe.

[...] On leur serine aux oreilles que toutes les professions leur sont ouvertes, qu'il leur suffit de choisir la plus tentante et qu'ils peuvent s'élever jusqu'aux postes les plus prestigieux de notre société [...] Une telle formule est bien faite pour ôter tout leur attrait aux emplois non intellectuels. Elle abuse les jeunes en leur peignant sous les couleurs de la plus douce facilité le choix difficile de « la place dans la vie ²⁰ ».

À la suite de la publication d'une enquête récente sur les préférences professionnelles d'un échantillon de la jeunesse russe, un directeur d'usine écrivit à un journal : « Où vais-je donc trouver des tourneurs et des fraiseurs ? » Dans une ville entre autres, ces deux métiers étaient classés en 75^e et 76^e positions sur 80. Dans deux articles parus sous sa signature dans la *Pravda*, Georgi Kulagin, directeur d'une fabrique de Leningrad, se plaint de l'insistance avec laquelle on parle des classes pour « enfants doués » et des satisfactions apportées par une instruction supérieure. Pour lui, on dénigre ainsi les emplois manuels. Il écrit : « Les enfants et leurs familles se battent pour obtenir une place dans ce genre de cours. Faute de quoi, ils craindraient de « déchoir ». Évidemment, tous ne sont pas également doués et beaucoup de ceux qui feraient d'excellents ouvriers deviennent d'exécrables techniciens et de piètres fonctionnaires. » Pour la société, la perte est double. « Assez de classes pour l'élite, s'exclame-t-il. L'école doit être une préparation réaliste à une vie de labeur. Rappelons-nous que si nous avons besoin d'ingénieurs, nous manquons aussi d'ouvriers ²¹. »

La question semble intéresser tout le monde en U.R.S.S. M. Dobrynin est l'auteur d'une analyse sociologique portant sur 25 % des diplômés du secondaire à Vilnius, capitale de la Lituanie. Il écrit : « Les diplômés rêvent de devenir médecins, savants, artistes, géologues, juristes, aviateurs ou marins... On est obligé de se demander : et qui donc bâtira les maisons ²² ? »

Quand Kantorovich affirme que l'égalité du partage des chances, montée en épingle en U.R.S.S. pour des raisons idéologiques, discrédite en fait les emplois exigeant une formation moins poussée, il nous rappelle les analyses des contre-effets provoqués dans la société américaine par la conception : « chacun doit viser les objectifs les plus élevés, puisqu'ils sont à sa portée ²³ ». La comparaison n'est peut-être pas si éloignée des chercheurs communistes qu'il y paraît. Le sociologue polonais le plus influent, Stanislaw Ossowski, a fait ressortir que « la conception américaine [de la stratification] qui fait coïncider l'absence de classes et de grandes différences dans le revenu national et qui est en quelque sorte un

20. V. Kantorovich, « Sociology and Literature », *Soviet Sociology*, vol. 7, été 1968, p. 32-33.

21. « Young Soviet Citizens no Longer Wish to be Workers », compte rendu d'article par Giuseppe Josca, correspondant à Moscou du journal *Corriere della Sera*, Milan, S.I.P.E. (International Student Press Service, Rome), octobre-novembre 1971, p. 12-14.

22. Cité par Z. Katz, *Hereditary Elements in Education and Social Structure in the U.S.S.R.*, p. 41.

23. Robert K. Merton, *Social Theory and Social Structure*, New York, The Free Press, 1968, p. 193, voir son argumentation p. 185-248.

article du credo américain, n'est en rien différente de celle des démocraties populaires et de l'Union soviétique à l'égard de leurs propres sociétés ».

Le principe socialiste « À chacun selon ses mérites », s'accorde au dogme américain d'après lequel chaque homme est maître de son destin et obtient le rang que lui valent ses qualités. Le principe socialiste implique que les chances de promotion et d'avancement sociaux sont infinies. Il ressemble en cela à la conception américaine de la mobilité sociale verticale. Les arguments invoqués contre l'*uranilovka* [nivellement ou écrêtement des salaires] rejoignent ceux qui servent à justifier, outre-Atlantique, la nécessité d'inégalités sociales dans une démocratie.

J. J. Spenger [sociologue américain] a écrit en 1953 : « L'exaltation de l'effort personnel par une société orientée vers la réussite ne peut qu'engendrer des inégalités considérables. » Un dirigeant de l'U.R.S.S. ou d'une démocratie populaire aurait aussi bien pu prononcer cette phrase ²⁴.

En analysant les conséquences de la prépondérance du principe de l'égalité du partage des chances, Robert Merton conclut qu'on ressent l'échec professionnel de façon plus aiguë dans une société « sans classe » que dans une culture qui insiste ouvertement sur l'hérédité de la condition ou dans laquelle la couche la moins favorisée de la population peut expliquer sa situation par une discrimination d'ordre structurel. Cela le conduit à affirmer que dans les sociétés égalitaristes « la couche inférieure est plus incitée que les autres à dévier [...] Plusieurs chercheurs [américains] ont montré que des secteurs très particuliers du vice et de la criminalité sont l'issue « normale » d'une situation où le mot d'ordre de la réussite financière a été bien compris, mais où les chances de réussir légalement et conformément aux usages sont minces. Les ouvertures professionnelles qui se présentent à cette catégorie de gens se résument à du travail manuel et à des postes d'employés subalternes. Vu le mépris dans lequel les Américains tiennent le travail manuel *et cette attitude est bien enracinée dans toutes les classes de la société*, vu l'absence de véritables chances d'avancement hors du milieu originel, il en résulte une tendance marquée aux conduites déviantes. »

« [...] C'est la *combinaison* de la prépondérance de cette valeur culturelle [les chances d'avancement] et [des limites imposées par] la structure qui pousse fortement à la déviation [...] En dépit de la persistance de notre idéologie de la classe ouverte, la réussite est relativement rare et remarquablement ardue pour ceux qui n'ont pour armes qu'un niveau d'instruction modeste et des ressources financières insuffisantes. » Merton ajoute en note que de « Nombreuses recherches [américaines] ont révélé que la pyramide professionnelle a pour conséquence d'empêcher une partie importante de la jeunesse, incontestablement douée, mais financièrement incapable d'obtenir un niveau officiel d'instruction plus élevé ²⁵. »

Les spécialistes soviétiques des sciences sociales n'ont jamais soutenu, du moins en public, que des mécanismes analogues produisaient dans leur société des déviations d'ordre criminel ou non. Leurs constatations empiriques coïncident cependant avec l'analyse de Merton. Ainsi, Kantorovich note que :

Les sociologues sont plutôt sceptiques à l'égard de cette idée reçue [...] que ce sont les jeunes issus des milieux professionnels et intellectuels [à revenus élevés] qui prennent le chemin de l'illégalité. Il se trouve que le pourcentage des délinquants juvéniles est plus élevé dans d'autres milieux : celui des

24. Stanislaw Ossowski, *Class Structure in the Social Consciousness*, New York, The Free Press, 1963, p. 110, 114.

25. Merton, *Social Theory and Social Structure*, p. 198-199. [C'est Merton qui souligne.]

étudiants en rupture d'école, celui des familles dites « inadéquates », celui des enfants dont les parents ont un faible niveau d'instruction, peu de qualifications et, au surplus, sont alcooliques ²⁶.

Les ressemblances entre pays communistes et sociétés occidentales ne se limitent évidemment pas à l'incidence des valeurs culturelles sur les comportements.

Des facteurs purement structurels, ceux qui viennent par exemple des différences de caractère ou des satisfactions attachées à diverses professions, influent aussi sur la mobilité éventuelle. Différents travaux soviétiques sur la satisfaction et le prestige professionnels révèlent une hiérarchie des emplois fondée sur une appréciation subjective des possibilités de création, d'intérêt (d'absence de routine) de tel ou tel travail et sur le facteur objectif du salaire ²⁷. Comme dans les pays occidentaux, ces recherches conduisent au résultat que « ceux dont les fonctions exigent des qualifications supérieures veulent que leur travail soit plus intéressant. Ceux qui occupent les emplois les moins spécialisés ont tendance à se préoccuper du salaire. » Pour le soviétologue américain, George Fischer, ces constatations confirment l'assertion d'Alex Inkeles : « dans toutes les sociétés modernes, il semble y avoir un rapport entre la nature de tel ou tel emploi et ce qui, en lui, a apporté la plus grande satisfaction ²⁸ ».

L'idéologie communiste et de nombreux écrivains soviétiques nous feraient croire que le système est en train d'éliminer les différences de cet ordre par une série de mesures visant à combiner travail manuel et travail intellectuel. Mais, une fois encore, des analystes à l'esprit plus empirique s'inscrivent en faux contre cet optimisme.

Néanmoins, la substitution du travail mental au travail physique est loin de se réaliser à ce train impétueux qu'on se plairait à observer et que les gens de lettres décrivent parfois [...] Malheureusement, il ne s'agit encore une fois que de la substitution du souhaitable, du désirable à la réalité. Une chose est certaine : des tendances antagonistes jouent en même temps. Ainsi, on ne rencontre presque plus aujourd'hui dans les fabriques de machines, de ces mécaniciens, de ces machinistes complets qui étaient autrefois les véritables créateurs des produits métalliques. À leur place on voit de plus en plus souvent des ouvriers qui opèrent des machines semi-automatiques et qui répètent indéfiniment quelques opérations. On continue d'installer des chaînes à convoyeurs et de diviser le travail en fractions innombrables [...]

Il s'ensuit que ni le sociologue ni l'écrivain, quand ils s'intéressent à la classe laborieuse [...] [ne peuvent] ignorer tous les groupes dont elle est actuellement formée, notamment la catégorie importante de ceux qui font un travail physique, particulièrement fastidieux devant des machines-outils. C'est précisément ce genre de travail qui est le plus rebutant pour les jeunes, surtout s'ils sont du niveau secondaire. Voilà un des facteurs qui expliquent la rotation de la main-d'œuvre, et même les migrations de population ²⁹.

26. Kantorovich, « Sociology and Literature », *Soviet Sociology*, vol. 7, été 1968, p. 32.

27. Voir : V. N. Shubkin, « Social Mobility and Choice of Occupation », in G. V. Osipov (édit.), *Industry and Labour in the U.S.S.R.*, Londres, Tavistock, 1966, p. 90-93 ; A. G. Zdravomyslov et V. A. Yadov, « Effect of Vocational Distinctions on the Attitude to Work », *ibid.*, p. 99-129 ; on trouvera p. 114 les données sur les rapports créativité/salaire en tant que facteurs de satisfaction.

28. George Fischer, « Current Soviet Work in Sociology : A Note in the Sociology of Knowledge », *The American Sociologist*, mai 1966, p. 127-132. On trouvera une revue générale (en traduction) de la recherche soviétique sur le sujet, in A. G. Zdravomyslov, V. P. Rozhin et V. A. Yadov, *Man and His Work*, White Plains (N.Y.), International Arts and Sciences Press, 1970 (cf. p. 159-160 les résultats cités par Fischer).

29. Kantorovich, « Sociology and Literature », *Soviet Sociology*, vol. 7, été 1968, p. 29.

Pour terminer, il faut souligner que, dans les sociétés industrielles, qu'elles soient communistes ou non, le mécontentement engendré par l'infériorité du statut et la monotonie du travail ne sauraient être les seules causes du malaise des travailleurs non qualifiés. La vraie pauvreté existe. Depuis quelque temps, elle a été abondamment étudiée par les spécialistes des sciences sociales occidentaux et, de plus en plus, soviétiques. Les travaux de ces derniers sont encore peu connus en Occident.

C'est au cours des années 60 qu'on a admis officiellement que la pauvreté existait en Union soviétique [...] L'euphémisme *Maloobespechnost* [« manque à pourvoir »] entra alors dans l'usage [...]

Les chercheurs soviétiques définissent le seuil de la pauvreté comme le nombre de roubles nécessaire à boucler « le budget normatif minimum d'une famille soviétique en milieu urbain », soit 51,4 roubles [...] par mois et par personne.

Quelques chiffres sur les budgets familiaux ont paru récemment. Une enquête entreprise à Leningrad et couvrant 10 000 travailleurs de toutes catégories en 1962 et 1963, révéla que plus de 40 % des familles étudiées n'arrivaient pas à 51 roubles par mois et par personne [...] Mais les données les plus inattendues furent publiées en 1962 par l'économiste soviétique S. P. Figurnov. Malgré le manque de précision de ces catégories, ses résultats semblent indiquer qu'un peu plus de 30 % des familles de travailleurs ou d'employés de toute l'U.R.S.S. étaient pauvres selon les critères soviétiques.

D'un autre côté, nous disposons de quelques données sur les salaires [...]

Un livret de statistiques sur la main-d'œuvre, publié en 1967, montre que plus de 20 % des individus employés dans le secteur bien payé du bâtiment, et 60 % dans les secteurs industriels mal rémunérés du textile et de l'alimentation, gagnaient probablement moins que le minimum officiel³⁰.

Les différents facteurs qui conduisent la jeunesse soviétique à vouloir éviter de finir ses jours dans un emploi subalterne et mal payé semblent concourir à un taux élevé de rotation de la main-d'œuvre et, du point de vue des directeurs d'usines, à la gabegie économique qui en résulte. Cependant, si ces derniers, comme nous l'avons vu, s'alarment à l'égard de l'embauchage futur des travailleurs manuels, leurs craintes peuvent paraître exagérées. En effet, en Union soviétique et dans les pays de l'Est, tout comme dans les sociétés non communistes d'ailleurs, on observe l'effet puissant de forces qui poussent à la transmission héréditaire des emplois subalternes. Elles interdisent en fait à ceux qui sont issus d'un milieu moins aisé, moins instruit, moins « cultivé », l'instruction qui leur ouvrirait les portes de positions intéressantes et satisfaisantes. Bien qu'à tout moment une minorité importante d'abandons scolaires soit comptée au nombre des chômeurs, les pressions économiques finissent par pousser ces ci-devant élèves à accepter, puis à conserver des emplois qui ne les satisfont pas forcément.

III. LE NIVEAU D'INSTRUCTION ET L'ORIGINE FAMILIALE

Dès qu'on touche à la répartition des chances en U.R.S.S., il faut se pencher sur le problème de l'accès aux différents niveaux de l'enseignement. On peut en dire autant de la société occidentale non communiste, de plus en plus bureaucratique. Il y a un fossé entre ce qui est à la portée des privilégiés et ce que les

30. Mervyn Matthews, « Poverty in Russia », *New Society*, vol. 19, janvier 1972, p. 174-175.

moins fortunés peuvent espérer. Les chances d'atteindre le niveau supérieur de l'enseignement sont, pour les enfants de paysans, issus pourtant de la catégorie professionnelle la plus nombreuse et si on les compare à celles des enfants de « intelligentsia urbaine »,

[...] environ de 16 à 24 fois moindres [...] Si les données que nous possédons portaient sur des groupes définis de façon plus précise, par exemple « enfants d'ouvriers agricoles *non qualifiés* » et « enfants de membres de l'intelligentsia la plus *relevée* », la disparité des chances [...] serait 2 ou 3 fois plus considérable [...] Une étude faite sur la scolarité moyenne des enfants d'Ufa et d'Orenbourg, montra, par exemple, que les enfants d'origine paysanne fréquentaient l'école 7,31 ans, les enfants de familles ouvrières 7,66, et les enfants de l'intelligentsia [dans un sens très large : en fait, tous les non-manuels], 12,22 [...] une enquête couvrant en 1967 les étudiants de trois départements très cotés de l'Université de Leningrad révéla que ceux dont les parents étaient spécialistes, c'est-à-dire membres de l'intelligentsia la plus éminente, mais ne représentant que 10 % de la population, occupaient 60,6 % des places disponibles...³¹

Une autre enquête faite en 1965 dans les institutions supérieures de Sverdlovsk sur l'origine des étudiants conclut de la même façon que le milieu social des inscrits est d'autant plus élevé que l'institution est plus prestigieuse (par exemple, l'université par rapport aux instituts techniques). L. I. Sennikova commente ces résultats en ces termes : « Il s'agit d'un phénomène parfaitement compréhensif. Des institutions d'enseignement supérieur comme l'École de médecine et l'Université sont fréquentées par un nombre plus important d'enfants de médecins, d'enseignants ou de professionnels de ce genre car, dans ce milieu, la profession est souvent « héréditaire »³² ».

Tous ces résultats sont des exemples de travaux entrepris dans différentes parties de l'U.R.S.S. Ils ont été publiés en anglais avec l'aide des Soviétiques à l'intention des lecteurs occidentaux. Les sociologues soviétiques concluent : « plus un emploi offre de possibilités d'activités créatrices, plus son caractère héréditaire se renforce [...] Ce rapport étroit entre les emplois des parents et ceux des enfants est fondé sur le fait qu'ils partagent les mêmes intérêts et les mêmes besoins créateurs. Cela n'a donc rien à voir avec la prédestination sociale observée dans les sociétés où prévalent les inégalités sociales et la propriété privée »³³.

Le mécanisme de l'influence socio-économique du milieu familial sur les chances d'atteindre l'enseignement supérieur et les postes élevés, peut, tel que les sociologues soviétiques le décrivent, se retrouver dans tous les autres pays. Aux États-Unis, même si le rapport, entre ceux qui sont en âge d'entrer au *College* et ceux qui le font réellement, est plus élevé qu'ailleurs (environ 50 %), on observe des variations sensibles fondées sur l'origine. En 1967, par exemple, un

31. Zev Katz, « Sociology in the Soviet Union », *Problems of Communism*, mai-juin 1971, p. 32-33. On trouvera des résumés détaillés et un examen des données attestant l'existence de diverses formes d'inégalité dans les pays communistes dans David Lane, *The End of Inequality? Stratification under State Socialism*, Londres, Penguin Books, 1971, et dans Frank Parkin, *Class Inequality and Political Order : Social Stratification in Capitalist and Communist Societies*, Londres, MacGibbon and Kee, 1971.

32. L. I. Sennikova, « Higher Education as a Factor in Social Mobility », in M. N. Rutkevich (édit.), *The Career Plans of Youth*, White Plains (N.Y.), International Arts and Sciences Press, 1969, p. 148. Cette traduction d'un ouvrage soviétique comprend 16 articles, contenant pour la plupart des données sur différentes parties du pays illustrant les rapports étroits qui existent entre l'origine socio-économique et le niveau d'instruction.

33. Shubkin, « Social Mobility and Choice of Occupation », in Osipov (édit.), *Industry and Labour in the U.S.S.R.*, p. 92-93.

peu plus des deux tiers des diplômés du secondaire dont les parents gagnaient moins de 4 000 dollars *ne sont pas* entrés au *College*. Pour les familles gagnant de 7 500 à 10 000 dollars, la proportion tombait à moins de la moitié (49 %) et à 13 % pour les familles gagnant annuellement 15 000 dollars ou plus³⁴.

Les chances d'atteindre un certain niveau d'instruction ne sont pas mieux partagées dans les « États providence » ou les démocraties sociales. En Suède, par exemple, après 35 ans de régime socialiste, 19 % des étudiants entrant à l'université en 1967 étaient d'origine ouvrière, bien que près de la moitié de la main-d'œuvre fût composée de travailleurs manuels. Et cela dans un système d'enseignement gratuit où les étudiants à plein-temps bénéficient de bourses couvrant leurs frais personnels et où ils obtiennent sans difficulté des prêts à long terme portant un intérêt modique³⁵. La proportion de diplômés universitaires d'origine ouvrière est plus élevée en Grande-Bretagne. En 1966, plus d'un quart des diplômés (26 %), avaient pour parents des travailleurs manuels. Cette catégorie représente pourtant deux tiers de la main-d'œuvre totale. Les différences de classes sont encore plus étonnantes si les variations du milieu d'origine considérées vont du travailleur non qualifié à l'élite. En Grande-Bretagne, « avoir un père haut placé dans une profession ou une administration signifiait que les chances d'arriver au diplôme universitaire étaient 4 fois plus grandes que si ce père était simplement employé de bureau, et pas loin de 90 fois s'il était ouvrier non qualifié³⁶ ». Zev Katz présume justement le même rapport entre les enfants des non-qualifiés et de l'intelligentsia de son pays. On peut être surpris qu'en Angleterre le nombre d'enfants de travailleurs manuels entrant à l'université n'ait guère augmenté depuis presque un demi-siècle. Le comité Robbins sur l'enseignement supérieur en Grande-Bretagne (Robbins Committee on British Higher Education) nota qu'en 1963 encore leur proportion était d'environ 25 %, comme en 1928³⁷. Bien qu'en Europe les classes d'origine varient sensiblement selon les pays considérés, une « récente étude faite par l'O.C.D.E.* sur plusieurs pays européens arrive à la même conclusion : en dépit d'une proportion accrue d'inscrits aux niveaux supérieurs d'enseignement, le pourcentage de jeunes issus de la classe laborieuse fréquentant l'université est resté relativement stable³⁸ ». Ces constatations désabusées sont cependant sujettes à révision : d'après les analyses les plus récentes portant sur la Grande-Bretagne et la Suède, les efforts faits dans les années 60 par leurs gouvernements respectivement travailliste et social-démo-

34. On trouvera une documentation détaillée sur les inégalités de l'enseignement américain, une analyse du mécanisme qui conduit la culture de classe à reproduire la hiérarchie sociale américaine et des constatations sur les facteurs sociologiques qui s'appliquent aussi bien aux régimes communistes, dans Samuel Bowles, « Unequal Education and the Reproduction of the Hierarchical Division of Labor », in Richard C. Edwards, Michael Reich et Thomas E. Weisskopf (édit.), *The Capitalist System : A Radical Analysis of American Society*, Englewood Cliffs (N.J.), Prentice-Hall, 1972, p. 218-229.

35. Richard Tomasson, *Sweden : Prototype of Modern Society*, New York, Random House, 1970, p. 146, 149.

36. R. K. Kelsall, Anne Poole et Annette Kuhn, « University — A Chance to Succeed ? », *The Times Higher Education Supplement*, février 1972, p. 12-13.

37. *Students and Their Education*, in *Higher Education : Report of the Committee Appointed by the Prime Minister under the Chairmanship of Lord Robbins*, Londres, H.M.S.O., 1963, appendice 2, partie B, p. 4.

* Organisation de coopération et de développement économiques. (N.D.T.)

38. S. M. Miller et Martin Rein, « The Possibilities and Limits of Social Policy », documentation préparée par le Meeting of the Research Committee on Poverty, Social Welfare and Social Policy, Association internationale de sociologie, Bucarest, Roumanie, décembre 1971, p. 18.

crate pour favoriser délibérément l'enseignement supérieur et faciliter son accès aux étudiants de milieux modestes, commencent à réduire l'importance des inégalités dans le recrutement. Mais tous les pays ont cependant bien du chemin à parcourir avant d'approcher peu ou prou de l'égalité du partage des chances devant l'instruction ³⁹.

Sous le rapport milieux d'origine/inscriptions à l'université, on retrouve évidemment les séquelles des disparités dans l'éducation reçue à l'âge préscolaire. Un examen d'ensemble des travaux de recherche sur l'« efficacité scolaire » conclut que « la réussite scolaire de tel ou tel étudiant est directement et constamment liée au statut socio-économique de sa famille et de son milieu ». On peut lire dans le sommaire de ce rapport : « les facteurs procédant de l'origine tendent à dominer les résultats [...] En fait, il reste encore à prouver que les circonstances scolaires en général, sans même chercher à en isoler une en particulier, ont un effet marquant sur les résultats de ceux qui y sont soumis ⁴⁰. »

On a fait en Israël comme aux États-Unis beaucoup d'expériences et de recherches pour mesurer l'effet de l'encadrement préscolaire, des classes spéciales, et l'intégration d'enfants de différentes classes et de différents milieux. Les unes et les autres ont des résultats peu encourageants. Toutes les innovations scolaires se révèlent beaucoup plus profitables aux élèves issus de la classe moyenne qu'aux enfants pauvres ⁴¹.

Les sociologues occidentaux ont insisté sur le rôle de la culture de classe transmise par la famille ; c'est ainsi qu'ils expliquent pourquoi le rapport entre la situation socio-économique des familles et la réussite des enfants reste si étroit, en dépit des efforts entrepris pour réduire les différences qualitatives des types d'enseignement proposés aux diverses classes. L'analyse de l'échec de la réforme de l'enseignement en France conclut que « les réformateurs ne s'étaient pas rendu compte de ce que les élèves de la classe moyenne avaient sur leurs condisciples de la classe laborieuse ou paysanne un avantage datant de leur petite enfance et non de leur entrée dans l'enseignement officiel ».

Pourvu de livres dès sa tendre enfance, stimulé par les conversations familiales, conduit au théâtre, au concert, emmené dans les musées, marqué par l'importance accordée à l'éducation scolaire dans l'entourage de sa famille, le fils d'un avocat, par exemple, prend pour acquis qu'il ira à l'université [...] En revanche, un enfant d'ouvriers, dont les parents ont un faible niveau d'instruction, ne reçoit de stimulation intellectuelle qu'à l'école, où il passe seulement une partie de son temps. L'éducation scolaire est en dehors de son expérience du vécu. Il a donc beaucoup moins de chances d'atteindre les paliers supérieurs du système d'enseignement français qu'un enfant de classe moyenne, *même si on aplanit pour lui tous les obstacles structurels*. [...] La culture est un héritage aussi sûr que la richesse : chaque famille transmet à ses enfants par des moyens indirects plutôt que directs un certain capital culturel, une certaine morale, un système implicite de valeurs profondément

39. Howard Glennerstar, *Labour and Inequality*, Londres, The Fabian Society, 1972 ; Tomasson, *Sweden : Prototype of Modern Society*, p. 146. La Norvège et la Finlande peuvent être rangées avec la Grande-Bretagne et la Suède dans les pays européens non communistes où la proportion d'étudiants de l'enseignement supérieur issus de la classe moyenne est relativement élevée.

40. Harvey A. Averch et al., *How Effective is Schooling? A Critical Review and Synthesis of Research Findings*, Santa Monica, The Rand Corporation, janvier 1972, p. 46, 48.

41. Tessa Blackstone, « Education and the Under-privileged in Israel », *Jewish Journal of Sociology*, décembre 1971, p. 180-182.

intériorisées qui influent, en autres choses, sur leurs attitudes à l'égard de l'école ⁴².

Les sociologues des pays communistes en arrivent à des analyses presque identiques à celles de leur collègues occidentaux quand ils cherchent à rendre compte des limitations de la mobilité et proposent des mesures propres à réduire les inégalités du partage des chances. Ils font ressortir la façon dont les profondes différences entre les milieux familiaux, les niveaux culturels, ou la qualité des établissements ouverts à tel ou tel groupe, sélectionnent ceux qui atteignent le palier supérieur et les meilleurs emplois. La sociologue hongroise, Maria Markus, présente des données recueillies à l'échelle de son pays tout entier. Elles révèlent un rapport très étroit entre la situation des parents et les résultats des enfants à l'école primaire. Presque la moitié (44,6 %) des élèves dont les parents étaient des intellectuels (professionnels) étaient notés « excellent », et 39,3 % « bien ». Les élèves dont les parents étaient employés (cols blancs) représentaient 24,3 et 40,6 % de ces catégories respectivement ; ceux dont les parents étaient ouvriers qualifiés, 11,5 et 32,3 % ; et ceux dont les parents étaient ouvriers non qualifiés, 6,6 et 25,4 %. L'auteur attribue une telle répartition, non aux circonstances économiques en tant que telles, mais à l'effet qu'ont ces dernières sur « la situation culturelle de la famille, les normes et les valeurs transmises aux enfants ». Elle poursuit en affirmant que l'école actuelle ne permet pas aux élèves les plus pauvres de surmonter leur handicap culturel, surtout quand leur vie familiale quotidienne se poursuit dans « les mêmes conditions défavorables ⁴³ ». La Soviétique V. V. Ksenofontova insiste tout autant sur le milieu familial : « La cause essentielle des différences d'orientation professionnelle entre les enfants d'ouvriers et les enfants de spécialistes [cols blancs de niveau supérieur] ne tient pas aux circonstances matérielles [...] Les traditions, le niveau culturel et la situation générale des familles jouent en l'occurrence un rôle bien plus décisif ⁴⁴. »

D'autres chercheurs soviétiques insistent plutôt sur les inégalités économiques. V. N. Shubkin, par exemple, présente des résultats attestant que « le niveau d'instruction des parents a une incidence importante sur les intérêts et les efforts des enfants [...] Le niveau de vie, le logement, etc., influent sur les notes obtenues par les élèves, sur leurs préférences professionnelles et, par suite, sur les chances qu'ils ont de compléter leur formation. Il en résulte que la structure sociale [le milieu] de ceux qui entrent en première année est notablement différente de celle des diplômés du secondaire, et, *a fortiori*, des diplômés universitaires ⁴⁵. »

42. John E. Talbott, *The Politics of Educational Reform in France, 1918-1940*, Princeton, Princeton University Press, 1969, p. 248-249. [C'est nous qui soulignons.] Talbott cite Pierre Bourdieu, « La transmission de l'héritage culturel », in *le Partage des bénéfices : expansions et inégalités en France*, Paris, colloque d'Arras, 1966, p. 388. Pierre Bourdieu et ses collègues ont entrepris le travail le plus important sur le rapport entre la réussite scolaire et les avantages culturels dont profitent les enfants des classes supérieures et moyennes. P. Bourdieu et J.-C. Passeron, *les Héritiers : les étudiants et la culture*, Paris, Mouton, 1964 ; *la Reproduction*, Paris, Editions de Minuit, 1970. On trouvera des analyses du même genre tendant, comme certaines études américaines radicales, à imputer au capitalisme un système scolaire fondé sur la concurrence et le mérite et favorisant les enfants de riches dans C. Baudelot et R. Establet, *l'Ecole capitaliste en France*, Paris, Maspero, 1971.

43. Markus, « Quelques problèmes sociologiques du choix de la profession et de son prestige », in Andreas Hegedus (édit.), *Etudes, recherches. Sociologues hongrois*, p. 199-200.

44. V. V. Ksenofontova, « Career Plans of 8th and 9th Grade Students and Their Realization », in Rutkevich (édit.), *The Career Plans of Youth*, p. 49.

45. V. N. Shubkin, « Youth Starts Out in Life », *Soviet Sociology*, vol. 4, hiver 1965-1966, p. 10.

De telles généralisations se trouvent corroborées par les données statistiques présentées par Shubkin et un groupe de sociologues de Novossibirsk. Ils avaient fondé leur étude « du placement et du choix professionnel » des jeunes gens sur l'hypothèse que « la famille exerce une influence sensible sur les progrès des élèves, leurs notes et leurs préférences professionnelles [...] L'analyse du rapport revenu par membre/moyenne générale [...] révèle une corrélation directe entre les facteurs considérés : les notes scolaires augmentent avec le revenu. » C'est en combinant « cinq facteurs [profession du père, revenu en espèces, instruction du père, de la mère, mètres carrés de logement par membre de la famille] qu'on obtient le rapport maximum...⁴⁶ ».

L'effet direct des disparités économiques et de la pauvreté est clairement démontré par une enquête sur des jeunes gens (15 à 17 ans) de Sverdlovsk qui ont abandonné leurs études avant la fin du secondaire. La grande majorité d'entre eux était issue de familles ouvrières, plus exactement de familles dont le revenu était de 20 à 50 roubles par mois, c'est-à-dire inférieur au seuil de la pauvreté. « Un nombre considérable de jeunes vivent dans des logements insalubres, et beaucoup n'ont pas de père⁴⁷. » Il faut signaler que le groupe de chercheurs de Novossibirsk a fait un travail considérable en analysant les facteurs déterminant le choix de la profession et la mobilité sociale. Ils se montrent cependant assez pessimistes quand il s'agit de modifier le curriculum scolaire pour influencer sur l'enchaînement des facteurs et sur les éléments liés à la famille. Ils résument leurs conclusions en ces termes : « L'analyse montre que les projets personnels des jeunes gens sont intimement liés aux réalités de l'embauche [...] Les projets personnels des diplômés sont très directement conditionnés par leur famille et en particulier par l'occupation et le niveau d'instruction de leurs parents...⁴⁸ »

Un grand nombre de recherches, menées dans différents pays, ont signalé l'importance d'analyses de ce genre pour tout ce qui touche au problème de l'égalité. Ces recherches ont prouvé, une fois de plus, l'étroite relation entre le niveau d'instruction, la réussite professionnelle et les revenus de la vie entière. Cette relation peut être isolée des autres facteurs de base, le statut professionnel du père par exemple, et s'analyser à part⁴⁹. Blau et Duncan montrent en outre que l'interruption des études est le facteur le plus important de mobilité régressive⁵⁰.

Dans leur désir de modifier le schéma que nous venons de voir, les sociologues des pays communistes, comme la Hongroise Maria Markus et le Soviétique V. Kantorovich, proposent des « paiements de transfert » dans le domaine de l'enseignement, c'est-à-dire une augmentation considérable des crédits alloués à

46. V. N. Shubkin, V. I. Artemov, N. P. Moskalenko, N. V. Buzukova et V. A. Kalmyk, « Quantitative Methods in Sociological Studies of Problems of Job Placement and Choice of Occupations (Part I) », *Soviet Sociology*, vol. 7, automne 1968, p. 6, 7 et 9.

47. A. A. Kostenko, B. I. Livshits et V. A. Mishchenko, « The Problem of Realization of Career Plans of Working Youngsters », in Rutkevich (édit.), *The Career Plans of Youth*, p. 74. Voir aussi V. S. Tsukerman, « The Role of the School for Working Youth in the Career Plans of Youngsters », *ibid.*, p. 96.

48. Shubkin, Artemov *et al.*, « Quantitative Methods in Sociological Studies of Problems of Job Placement and Choice of Occupations (Part 1) », *Soviet Sociology*, vol. 7, été 1968, p. 24.

49. K. Svalastoga, *Social Differentiation*, p. 64 ; Blau et Duncan, *The American Occupational Structure*, p. 402-403 ; O. D. Duncan et R. W. Hodge, « Education and Occupational Mobility : A Regression Analysis », *American Journal of Sociology*, vol. 68, 1963, p. 629-644 ; Herbert Gintis, « Education, Technology, and the Characteristics of Worker Productivity », *American Economic Review*, vol. 61, mai 1971, p. 266-279.

50. Blau et Duncan, *The American Occupational Structure*, p. 155-161.

l'instruction des défavorisés. Cette solution provoque une controverse chez les critiques des systèmes scolaires occidentaux : pour eux, la « gratuité » de l'enseignement supérieur financé par les deniers de l'État, représente en fait une prime accordée par les défavorisés à l'instruction des mieux nantis. C'est ainsi que Kantorovich demande : « Dans quelle mesure les services gratuits qui, dans notre pays, sont équivalents à 35 % des revenus et des salaires jouent-ils dans le sens voulu ? Dans quelle mesure par exemple donnent-ils « un coup de pouce » aux enfants des familles les plus démunies et les moins instruites ? Est-ce la famille nombreuse ou la famille à enfant unique du travailleur non manuel qui tire le meilleur profit des avantages gratuits que la société met à sa disposition ⁵¹ ? »

C'est ce même argument qu'utilisait Henry George dans les années 1890 quand, à propos de l'enseignement supérieur public aux États-Unis, il déclarait que l'Université de Californie était l'endroit où les enfants des pauvres envoyaient les enfants des riches. Cette thèse s'est trouvée corroborée tout récemment par une étude comparée, faite en Californie, et portant d'une part, sur des familles dont les enfants ont fréquenté différents types d'établissements supérieurs (Université, *Colleges* d'État, *Junior Colleges*) et d'autre part, sur des familles dont les enfants ne fréquentaient pas ces institutions. Les résultats n'ont pas surpris : ceux qui profitaient de l'enseignement supérieur public avaient un revenu beaucoup plus élevé que les autres, et d'autant plus encore si l'établissement fréquenté était plus prestigieux. Les auteurs estiment que les familles dont les enfants allaient à l'Université de Californie recevaient une allocation moyenne de \$4 900 ⁵². Comme en Union soviétique, les enfants de l'élite « tirent un profit démesuré de l'enseignement supérieur public ⁵³ ».

En Grande-Bretagne aussi, le soutien que l'État apporte aux étudiants d'université entraîne un transfert de revenus des pauvres aux riches. En 1970, à la chute du dernier gouvernement travailliste, les enfants des cadres et des professionnels avaient 17 fois plus de chances d'entrer à l'université que ceux des travailleurs non qualifiés ; et pourtant, les membres de la couche supérieure ne payaient que 5,2 fois plus d'impôts. Là-dessus, un critique de la Fabian Society attaque la politique travailliste en ces termes : « Tant que le recrutement restera si étroitement lié à l'origine, et on ne voit pas quand cela cessera, il sera doublement important de trouver d'autres modes de financement de l'enseignement ⁵⁴. »

Dans les nations moins prospères, comme dans le tiers monde ou les pays communistes, on ne peut se permettre d'offrir sur demande des places dans l'enseignement supérieur (« entrée libre »). On y observera, sans doute de plus en plus, le transfert des pauvres aux riches dont nous avons parlé puisque, dans ces sociétés, la volonté de fréquenter l'université croît plus vite que les places disponibles et les établissements. Comme le note le sociologue soviétique V. N.

51. Kantorovich, « Sociology and Literature », *Soviet Sociology*, vol. 7, été 1968, p. 35.

52. W. L. Hansen et B. Weisbrod, « The Distribution of Costs and Direct Benefits of Public Education : The Case of California », *Journal of Human Resources*, vol. 4, printemps 1969, p. 178-179, 181-182, 185. Au Wisconsin, les données sont du même ordre, cf. note 5, p. 184.

53. Frank Ackerman, Howard Birnbaum, James Wetzler et Andrew Zimbalist, « The Extent of Income Inequality in the United States », in Edwards *et al.* (édit.), *The Capitalist System : A Radical Analysis of American Society*, p. 217 ; voir aussi Irving Kristol, *Democratic Idea in America*, New York, Harper and Row, 1972, p. 122.

54. Glennerster, *Labour and Inequality*.

Shubkin : « Il faut bien faire ressortir que la concurrence plus vive dans les inscriptions aux établissements d'enseignement supérieur, se joint à l'augmentation du nombre des finissants du secondaire, pour réduire en fait le pourcentage d'enfants d'ouvriers et de paysans entrant dans ces établissements ⁵⁵. »

Les données statistiques soviétiques montrent sans ambiguïté que d'année en année la demande de places a surpassé les possibilités des institutions d'enseignement supérieur. De 1951 à 1970, « le nombre de places disponibles le jour pour les étudiants à temps plein a doublé. Le nombre de diplômés du secondaire a augmenté, lui, de 650 % ⁵⁶. » A. V. Darinsky, de l'Académie des sciences pédagogiques de l'U.R.S.S. prévoyait en 1970 qu'à cause de la réglementation en vigueur l'écart s'agrandirait encore et que, dans quelques années, neuf diplômés du secondaire sur dix ne pourraient entrer à l'université ⁵⁷. Comme 80 % des élèves désirent poursuivre leurs études, le problème de la sélection est très délicat : les finissants du secondaire forment déjà un groupe anormalement privilégié du point de vue de l'origine sociale, puisque la plupart des enfants de paysans et d'ouvriers abandonnent leurs études avant terme ⁵⁸. De plus, comme Shubkin le fait remarquer, ceux qui sont issus de milieux culturellement, financièrement et politiquement privilégiés, sont mieux placés que les autres concurrents dans la course aux places. Leur groupe a de meilleurs résultats dans le secondaire et ils excellent dans les examens d'entrée. Enfin, leurs familles peuvent se permettre de leur offrir des leçons particulières ou leur éviter de travailler pendant qu'ils préparent de nouveaux examens d'entrée (phénomène observable en U.R.S.S., au Japon et dans bien d'autres pays). Ces familles ont à leur disposition plusieurs types de pressions, le « piston », voire la corruption des responsables des admissions. Khrouchtchev le signalait en 1958 : « dans certains cas, l'institution accepte non le candidat qualifié, mais celui dont le père ou la mère bien placés peuvent jouer de leur influence pour faire admettre leur fils ou leur fille [...] Il arrive souvent que la place n'aille pas au plus méritant, mais à ceux qui ont le bras assez long pour atteindre les responsables de la sélection à l'entrée des établissements supérieurs. C'est un scandale ⁵⁹. »

La possibilité qu'ont les gens aisés en Union soviétique, aux États-Unis et dans d'autres pays où l'échelle sociale est très marquée, de procurer à leurs enfants des moyens supplémentaires grâce à leurs revenus, nous paraît cependant plus significative que le jeu des relations ou la corruption. En 1969, le recteur de l'Université de Moscou fit remarquer dans une discussion sur les avantages dont bénéficiaient certains candidats que « beaucoup d'élèves utilisent les services de répétiteurs privés ». Cette année-là, 85 % des étudiants inscrits à la Faculté de mécanique et de mathématiques de l'université qu'il dirige, avaient pris des leçons

55. Shubkin, « Youth Starts Out in Life », *Soviet Sociology*, vol. 4, hiver 1965-1966, p. 11.

56. S. S. Voronitsyn, « Class Distinction in Soviet Higher Education », *Bulletin of the Munich Institute for the Study of the U.S.S.R.*, vol. 17, novembre 1970, p. 39.

57. *Ibid.*, p. 40.

58. « Dans un article paru dans les *Izvestia*, le président de l'Académie des sciences pédagogiques de l'U.R.S.S. fit remarquer que si 80 % des élèves des classes terminales avaient désiré poursuivre des études supérieures, un sur cinq seulement avait pu le faire. Environ la moitié d'entre eux avaient dû trouver un emploi [...] A tout prendre, un de ces nouveaux travailleurs sur deux, doit accepter un emploi qui ne demande qu'une instruction très limitée. Les emplois les plus courants tendent à être les moins recherchés. » (Mervyn Matthews, « Russian School Leavers », *New Society*, vol. 6, janvier 1972, p. 11).

59. Cité par Robert J. Osborn, *Soviet Social Policies : Welfare, Equality, and Community Homewood*, The Dorsey Press, 1970, p. 97-98.

particulières avant de se présenter aux épreuves d'admission. Ces chiffres provoquèrent la réaction suivante de la part de la *Komsomolskaya Pravda* (journal des jeunesses communistes) :

À l'approche de l'été, de nombreux professeurs des établissements supérieurs font preuve d'une activité fébrile [...] C'est l'« heure de pointe » des leçons particulières. Certains leur sacrifiant leurs vacances [...] Ils ont établi un tarif pour leurs services : le prix moyen est de 5 roubles l'heure, mais les élèves fortunés paient davantage.

[...] Certains parents, vraiment trop bons, feraient n'importe quoi pour avoir la « garantie » que leur fils ou leur fille sera accepté. On tient toutes portes closes, d'innombrables conciliabules, des négociations « confidentielles ». [Certains professeurs sont] préparés à garantir à leurs relations, le succès aux examens d'entrée⁶⁰.

Il est intéressant de noter que dans les pays communistes, comme aux États-Unis, on cherche à modifier ce mécanisme et qu'on propose, en guise de mesures favorables aux enfants pauvres, l'abaissement du seuil d'admission ; on propose même la création de certains contingents pour ceux qui, par suite de la modestie de leur origine, ne répondent pas aux normes générales d'admission. V. N. Shubkin a joué un rôle de premier plan en faisant valoir que les systèmes d'enseignement fondés sur la compétition servaient à maintenir les privilèges sociaux héréditaires. Ce même chercheur soviétique s'oppose nettement à l'instauration des normes préférentielles d'admission comme palliatif. « Établir des conditions particulières pour tel ou tel groupe social sans tenir compte du niveau de préparation, ne résoudrait en rien le problème. Au contraire, on abaisserait ainsi le niveau général de l'enseignement, c'est-à-dire qu'en définitive on ralentirait les progrès de la science et de la technologie⁶¹. » V. Kantorovich, de son côté, affirme que la question des inégalités engendrées par la diversité des milieux culturels, comme le fait que « les enfants d'un professeur mûrissent plus vite que les autres [...], ne saurait être résolue par des examens d'entrée plus cléments [...] » Il insiste par contre sur le fait « qu'il n'y a aucune raison qui empêche de fournir aux enfants de milieux pauvres des moyens supplémentaires : dans certains districts ethniques de l'U.R.S.S., par exemple, la scolarité est d'un an plus longue qu'ailleurs⁶² ».

À l'époque de Khrouchtchev on tenta de rendre l'enseignement supérieur plus démocratique en réservant 80 % des places à ceux qui avaient travaillé au moins deux ans. On rendit aussi l'enseignement professionnel obligatoire dans toutes les écoles secondaires. Ces mesures devaient influencer sur l'orientation professionnelle et revaloriser le travail manuel. Elles n'eurent que des effets limités, si on en croit les enquêtes sociologiques. Le contingentement fut supprimé en

60. Voronitsyn, « Class Distinction in Soviet Higher Education », *Bulletin of the Munich Institute for the Study of the U.S.S.R.*, vol. 17, novembre 1970, p. 42-43. Cette pratique est monnaie courante dans d'autres pays communistes. Un article paru dans le journal bulgare *Trud* du 20 octobre 1970, signale que de nombreux « enseignants, chargés de cours, lecteurs et savants ont organisé des cours et des écoles privées [...] Une victime de ce racket a déclaré : « La famille est à bout de ressources. Nous avons payé plus de 700 Leva en leçons particulières. » (Rapporté dans *ABSEES : Soviet and East European Abstract Series*, janvier 1971, p. 138). On vit paraître dans un numéro postérieur de *Trud* (11 novembre 1970) des lettres discutant du problème soulevé, on y lisait notamment : « Le désir qu'ont les parents de réserver à leurs enfants une place à l'université, semble souvent motiver les montants importants dépensés en cours privés. » (*ABSEES*, avril 1971, p. 142).

61. Shubkin, « Youth Starts Out in Life », *Soviet Sociology*, vol. 4, hiver 1965-1966, p. 11.

62. Kantorovich, « Sociology and Literature », *Soviet Sociology*, vol. 7, été 1968, p. 35.

1965 parce que, de toute évidence, le niveau de l'enseignement en souffrait et que beaucoup d'établissements contournaient le règlement.

Les responsables soviétiques de l'éducation ont rejeté sans doute définitivement l'idée qu'on devait abaisser le seuil d'entrée en faveur des handicapés culturels et des candidats mal préparés. Si on admet que la tendance à l'égalité des chances professionnelles se maintiendra, les responsables pensent qu'elle devra prendre deux aspects : d'abord, l'uniformisation de la qualité de l'enseignement primaire et secondaire, notamment la suppression des disparités à cet égard entre les grandes villes et les petites ; ensuite, la mise en vigueur des programmes spéciaux destinés à mettre sur un pied d'égalité ceux qui sortent d'écoles moins favorisées et les autres ⁶³.

Il faut quand même signaler que les conditions d'admission avantagent les étudiants issus de milieux culturels privilégiés. Dans une déclaration datant de 1969, Vyacheslav P. Yelyutin, ministre de l'Enseignement supérieur a expressément insisté sur le fait que la seule condition d'admission était le niveau officiel d'instruction des candidats. Pendant longtemps (depuis 1936) toutes les épreuves ne portant pas expressément sur les matières au programme ont été interdites. Cela a empêché d'utiliser les tests portant sur les aptitudes et les résultats comme critères ⁶⁴. Les enquêtes sociologiques mettent en lumière les conséquences de ces changements : « Un fléchissement du pourcentage d'ouvriers et de paysans dans le groupe des étudiants, considéré sous l'angle de la composition sociale. » Répondant semble-t-il aux critiques selon lesquelles ce phénomène serait en contradiction avec les idéaux socialistes, L. I. Sennikova affirme que le fléchissement en cause « ne signifie absolument pas que les établissements d'enseignement supérieur de l'U.R.S.S. aient perdu si peu que ce soit leur caractère essentiel : à savoir qu'ils sont authentiquement démocratiques. Les employés de l'intelligentsia font aussi partie du peuple, du peuple des travailleurs ⁶⁵. »

Les nations industrielles ou postindustrielles, quel que soit leur système social, ne sont pas les seules à accorder autant d'attention à l'instruction et à considérer qu'elle détermine le statut de l'emploi et conditionne au premier chef la mobilité sociale. Un certain nombre d'études sur la mobilité sociale en Afrique s'entendent sur l'importance des possibilités scolaires même en zone rurale. Une tentative visant à analyser leur portée dans les pays subsahariens, passe en revue les mécanismes mis en jeu et fait penser à ce que les sociologues américains ou soviétiques peuvent écrire de leurs propres pays.

L'instruction est un mécanisme permettant de transmettre un statut de génération en génération. Ce mécanisme pour être indirect, n'en est pas moins remarquablement efficace. Les enfants des familles favorisées peuvent en moyenne obtenir une instruction plus poussée et de meilleure qualité que les autres. Les raisons en sont multiples et complexes : différences d'attitudes, de motivations et de culture, différences des possibilités financières quand il s'agit de couvrir les frais assez élevés entraînés par la fréquentation scolaire. L'instruction confère pourtant des privilèges constants et durables. Qu'elle soit un moyen efficace de transmettre le même statut d'une génération à

63. Osborn, *Soviet Social Policies : Welfare, Equality and Community Homewood*, p. 127. On trouvera l'analyse détaillée de la réglementation de 1958 et des arguments en faveur de son abrogation faite par un sociologue soviétique dans M. N. Rutkevich, « Social Requirements, the Educational System and Career Plans of Youth », in Rutkevich (édit.), *The Career Plans of Youth*, p. 2-9.

64. Osborn, *Soviet Social Policies : Welfare, Equality and Community, Homewood*, p. 124.

65. Sennikova, « Higher Education as a Factor in Social Mobility », in Rutkevich (édit.), *The Career Plans of Youth*, p. 147.

l'autre tient à plusieurs choses. En premier lieu, cet héritage est reçu très tôt, à la différence des biens ou des richesses, et le jeune fils hérite ainsi d'un avantage que les revers de fortune ou les mésaventures professionnelles de son père ne pourront plus spolier. En deuxième lieu, le fils jouit de l'usufruit de l'instruction toute sa vie durant, sans attendre que son père meure ou se retire. En dernier lieu, ce privilège est stable en ce sens qu'il ne peut, sauf exception, s'aliéner contrairement à la richesse ou aux propriétés foncières⁶⁶.

IV. LA MOBILITÉ SOCIALE DU POINT DE VUE HISTORIQUE

Si les mécanismes et les taux de mobilité sociale sont relativement comparables dans les sociétés industrielles communistes ou non, le raisonnement voulant que l'expansion économique et l'industrialisation entraînent un accroissement des taux de mobilité (immigration urbaine mise à part), veut aussi que la mobilité augmente dans les périodes de croissance rapide et diminue dans les périodes de récession. À cet égard, les analyses historiques sont plus fertiles encore en surprises que les études comparatives. Thernstrom a joué le rôle de pionnier et de guide dans ce domaine où les similitudes ressortent encore une fois plus que les différences⁶⁷. Thernstrom donc signale, dans son livre et dans plusieurs autres publications, que ses propres recherches quantitatives et celles d'autres historiens américains ont déterminé que le taux de mobilité s'est constamment élevé pendant 80 ans à compter de 1880. Natalie Rogoff, auteur de la plus vaste étude quantitative menée par un sociologue, a comparé les taux de mobilité à Indianapolis en 1910, puis en 1940 ; rendant compte des changements constants dans la structure sociale, elle arrive aux mêmes conclusions sur une période cependant moins étendue⁶⁸. Cherchant à déceler des tendances générales, Blau et Duncan ont analysé les types de mobilité de générations différentes d'Américains en reliant le milieu professionnel familial au premier emploi (permettant ainsi la comparaison des très jeunes travailleurs encore à leur premier emploi aux emplois tenus par les parents quand ils étaient jeunes). Leurs résultats coïncident avec ceux de Thernstrom et de Rogoff. Pour eux « [...] depuis la Première Guerre mondiale, l'importance de l'origine sociale est demeurée la même. Il n'y a aucun signe de « sclérose⁶⁹ ». Dans l'essai que nous venons de citer, Thernstrom est d'avis que les taux élevés de la mobilité sociale américaine pouvaient, entre autres, expliquer le faible niveau de la conscience de classe dans ce pays au XIX^e siècle par rapport à celui de l'Europe. Quant à cette dernière en effet, le travail de William H. Sewell, Jr., sur les travailleurs de Marseille au XIX^e siècle, arrive à la conclusion que « les enfants des ouvriers marseillais échappaient au travail manuel bien moins souvent qu'à Boston ». Mais une récente étude sur la mobilité sociale à Copenhague de 1850 à 1950 rend douteuses les généralisations qu'on pourrait tirer du

66. Jonathan Kelley et Melvin L. Perlman, « Social Mobility in Toro : Some Preliminary Results from Western Uganda », *Economic Development and Cultural Change*, vol. 19, janvier 1971, p. 207. Cet article cite d'autres études sur l'Afrique qui signalent les mêmes mécanismes.

67. Les historiens ont délaissé ce champ de recherches. On trouvera une critique relative à cette négligence dans Oscar et Mary Handlin, « Mobility », in Edward Saveth (édit.), *American History and the Social Sciences*, New York, The Free Press, 1964, p. 215-230.

68. Natalie Rogoff, *Recent Trends in Occupational Mobility*, Glencoe, The Free Press, 1963.

69. Blau et Duncan, *The American Occupational Structure*, p. 111.

cas de Marseille. Tom Rishøj dut admettre en effet, à sa grande surprise, que Copenhague jouissait au milieu du XIX^e siècle d'un taux de mobilité extrêmement élevé, au point d'atteindre les 80 % du maximum possible dans une société intégralement égalitaire, et d'équivaloir à peu près à celui que Natalie Rogoff avait déterminé pour Indianapolis en 1910 et 1940⁷⁰. Utilisant neuf classes sociales et non pas seulement deux, Rishøj fut bien obligé de conclure qu'en plus d'un siècle la mobilité sociale n'avait pas changé et que « dans la société préindustrielle ou néo-industrielle de Copenhague, le taux de mobilité était le même que celui de la Copenhague moderne. Ce résultat vient à l'encontre de ce qu'imaginaient la plupart des chercheurs soviétiques et des théoriciens dans ce domaine⁷¹. » Remarquons qu'il correspond cependant aux hypothèses des premiers travaux de Sorokin, dans lesquels ce dernier présupposait que la mobilité sociale verticale n'était pas soumise à des tendances générales, mais tout au plus à des changements cycliques à court terme.

Thernstrom s'est exprimé ailleurs de façon convaincante sur le doute que ces résultats historiques jettent sur l'opinion souvent répétée que les changements survenus dans le capitalisme américain et la société industrielle avaient créé une classe permanente et une augmentation continue de « pauvres » et de « victimes de la pauvreté ». Selon lui, aucune preuve ne vient appuyer cette opinion. Toutes les données dont on dispose vont dans le sens contraire⁷². Notons en outre que les travaux sur le milieu d'origine de l'élite du monde des affaires ne prouvent pas non plus que cette couche soit devenue plus exclusive, notamment à l'égard des gens issus de milieux pauvres. L'analyse la plus récente qu'on ait faite, de l'origine des dirigeants des grandes affaires, porte sur les présidents, présidents de conseils d'administration et premiers vice-présidents des 600 plus importantes sociétés américaines non financières. Il en ressort que la bureaucratisation du monde des affaires, la croissance des sociétés anonymes aux dépens des entreprises familiales ont, semble-t-il, rendu l'élite commerciale plus perméable que jamais dans l'histoire américaine. Ces résultats n'ont jamais été largement diffusés et il est peut-être intéressant de reprendre ici les conclusions les plus remarquables :

10,5 % seulement de la génération actuelle des grands hommes d'affaires [...] [sont] issus de familles riches ; il n'y a pas si longtemps, en 1950, cette proportion était de 36,1 %, et au début du siècle, de 45,6 % [...] Ces chiffres s'appuient [...] sur des données assez objectives relatives à la profession du père de chaque dirigeant : les pères des deux tiers de la génération de 1900 étaient déjà à la tête de la même entreprise, ou menaient des affaires à leur compte ; moins de la moitié des membres de la génération actuelle peuvent en dire autant. D'un autre côté, moins de 10 % de la génération de 1900 avaient un père employé ; en 1964, ce pourcentage était monté à 30 %⁷³.

Spécialistes et radicaux étaient les uns et les autres convaincus que le capitalisme, arrivé à maturité, deviendrait de plus en plus figé et que l'élite, notamment, serait

70. Tom Rishøj, « Metropolitan Social Mobility 1850-1950 : The Case of Copenhagen », *Quality and Quantity*, vol. 5, juin 1971, p. 131-140.

71. *Ibid.*, p. 139.

72. Stephan Thernstrom, « Poverty in Historical Perspective », in D. P. Moynihan (édit.), *On Understanding Poverty*, New York, Basic Books, 1969, p. 160-186.

73. *The Big Business Executive, 1964. A Study of His Social and Educational Background*, étude financée par *The Scientific American* et menée par la société new-yorkaise, Market Statistics Inc., en collaboration avec le Mabel Newcomer, p. 2. Cette étude était destinée à mettre à jour l'ouvrage de Mabel Newcomer, *The Big Business Executive — The Factors That Made Him : 1900-1950*, New York, Columbia University Press, 1950. Toutes les comparaisons qu'on trouve dans cette étude se réfèrent aux publications du Newcomer.

de moins en moins perméable aux irruptions des membres de classes inférieures. Des preuves inattendues attestent que pendant la période suivant la Seconde Guerre mondiale, la proportion de gens d'origine pauvre qui sont entrés dans les rangs des dirigeants les plus élevés de l'Amérique des affaires, est plus importante que jamais. En même temps, on a observé que la proportion de fils de familles baissait, elle, de façon remarquable (36,1 % en 1950, 10,5 % en 1964) ⁷⁴. La tendance sous-jacente qui expliquerait un tel phénomène au niveau de la structure est que les grosses sociétés ont puisé dans les rangs des diplômés de *College* pour remplir leurs postes les plus élevés, que le personnel recruté à l'université entre à l'emploi de la société à des titres professionnels ou administratifs divers ; et qu'enfin les postes les plus prestigieux s'acquièrent par un mécanisme de compétition et de promotion, comme dans la fonction publique. Être issu d'une famille ou d'une classe privilégiée reste évidemment aux États-Unis comme en Union soviétique un énorme avantage, mais il est de plus en plus courant de voir le talent personnel et la formation en tenir lieu.

Il est clair que les chances d'atteindre les plus hauts niveaux, même plus nombreuses, ne changent pas grand-chose au destin de la plupart des gens. Et pourtant, elles sont la traduction d'un état de fait qui touche tout le monde, à savoir la diffusion de l'enseignement supérieur dans la classe laborieuse. L'analyse des espérances, qu'entretennent les parents au sujet de leurs enfants, révèle que la majorité des travailleurs américains souhaite qu'ils atteignent l'enseignement supérieur. Aujourd'hui, malgré la persistance des inégalités dont nous avons parlé, un tiers d'entre eux peuvent voir leurs espoirs se réaliser. Voir ainsi leurs enfants mettre le pied sur la ligne de départ de la concurrence pour la réussite bureaucratique peut avoir pour effet de renforcer encore chez eux ceux qui sont frustrés par leurs emplois insignifiants et leur expérience du travail la conviction qu'ils ont réellement des chances.

Que l'élite du monde des affaires comprenne tant de gens qui témoignent que l'histoire du petit pauvre Horatio Alger, devenu riche à force de travail n'est pas une fable, peut avoir en outre des conséquences sur le plan politique : la classe supérieure peut se convaincre davantage encore qu'une partie importante de l'idéologie du système (le principe de l'égalité des chances pour tous), est une réalité. Plus une classe dirigeante se croit habilitée à diriger, plus elle croit fondée sa légitimité sociale, plus elle saura défendre sa souveraineté. Pour qu'une révolution réussisse, il faut entre autres que l'élite « se dégonfle », perde l'assurance qu'elle a de mériter le rôle qu'elle se donne. Le dogme qui justifie le système américain comprend cette notion que les chefs sont précisément des chefs parce qu'ils sont les vainqueurs de la course. La présence au sein de l'élite d'un grand nombre de gens qui ont connu une rapide ascension, peut à la longue être importante pour le système lui-même. C'est sans surprise qu'on apprend des enquêtes que les riches Américains sont beaucoup plus enclins que les autres à croire que riches et pauvres ont des chances égales d'aller au *College* et de gagner beaucoup d'argent. « Les riches sont plus profondément persuadés que les autres que la fortune est le produit de qualités personnelles [...] [ils] ont aussi la conviction plus intime que la pauvreté est le produit de défauts personnels [...] Les quatre cinquièmes des riches et les trois cinquièmes des gens à revenu moyen

⁷⁴ *The Big Business Executive, 1964. A Study of His Social and Educational Background*, p. 33.

de race blanche, pensaient que l'éminence de leurs statuts était due à leurs qualités personnelles. Moins de la moitié des membres des autres classes avaient la même opinion...⁷⁵ » Il faut tout de même signaler que la même enquête de 1967 indique qu'il y a très peu de différences entre Blancs riches et Blancs pauvres quant à leur conviction que « les chances abondent, qu'il suffit de travailler dur pour aller aussi loin qu'on le veut ». Quatre-vingt-treize pour cent des Blancs riches, et 90 % des Blancs pauvres étaient d'accord avec cette formule. Mais les Noirs pauvres ou de classe moyenne étaient beaucoup moins disposés à voir dans l'Amérique la terre de l'égalité des chances : 56 % des pauvres et 58 % de la classe moyenne étaient d'accord avec la formule en question.

Le même modèle se retrouve peut-être dans les sociétés communistes qui, à la suite de la Révolution, de l'émigration des élites, de l'accroissement considérable du nombre des diplômés de l'enseignement supérieur et de la multiplication des emplois tenus par l'intelligentsia, comprennent une couche supérieure en majorité issue de couches inférieures. D'après des données recueillies en Pologne en 1961, 56 % de l'élite formée de ceux qui ont des fonctions exigeant une formation supérieure, déclarent que leur statut est plus élevé « que celui de [leurs] pères au même âge ». Stefan Novak constate que les membres de cette couche sont « plus rarement [...] convaincus que certaines différences sociales engendrent des divisions au sein du peuple polonais, eu égard aux revenus, à l'instruction, à la distinction entre main-d'œuvre manuelle et non manuelle, à l'importance des emplois ou des postes occupés, etc. ». Les membres de l'intelligentsia polonaise doués de mobilité ascendante tendent à voir leur société sous un angle favorable, « comme une société sans conflits vers le haut ou vers le bas ». Les travailleurs moins privilégiés ont beaucoup plus tendance à voir dans la Pologne un pays caractérisé par « l'animosité réciproque entre les groupes⁷⁶ ».

Une minorité douée d'une grande mobilité ascendante qui s'introduit dans l'élite peut porter atteinte à la confiance que l'élite a en elle-même. Cela mérite une analyse plus poussée, surtout si on admet que « les personnes défavorisées issues de milieux manuels ont relativement beaucoup plus de chances d'accéder à la couche supérieure aux États-Unis que dans d'autres pays. Presque 10 % des enfants de travailleurs manuels y atteignent le statut de l'élite, ce qui est la proportion la plus élevée du monde (8 % en Europe, au Japon et à Porto Rico) [...] Quant à la mobilité ascendante de la classe moyenne, le taux américain n'a rien de remarquable. C'est la classe défavorisée des enfants de travailleurs manuels qui, aux États-Unis, a des chances exceptionnelles de se hisser au niveau de l'élite⁷⁷. » Les constatations qui précèdent portent sur l'élite en général et non plus seulement sur des hommes d'affaires de premier plan. Elles tiennent peut-être au fait que « partout le travail professionnel exige qu'on ait fréquenté un établissement supé-

75. Rytina, Form et Pease, « Income and Stratification Ideology : Beliefs about the American Opportunity Structure », *American Journal of Sociology*, vol. 75, 1970, p. 713 et 708.

76. Stefan Novak, « Changes of Social Structure in Social Consciousness », *Polish Sociological Bulletin*, vol. 2, 1964, p. 51.

77. Blau et Duncan, *The American Occupational Structure*, p. 435. Ces constatations coïncident avec celles de Marsh qui signale que le taux de mobilité vers l'élite dépend très étroitement de la demande, la mesure de celle-ci est « [...] le pourcentage de la population occupant des postes d'élite ». La demande est elle-même « en rapport direct avec l'industrialisation [...] dans un échantillon de 33 sociétés ». Cf. Robert M. Marsh, *Comparative Sociology*, New York, Harcourt, Brace and World, 1967, p. 174-178.

rieur. Ces résultats sont donc compatibles avec le fait que la proportion de fils d'ouvriers fréquentant l'université est plus élevée aux États-Unis qu'en Europe, comme nous le savons ⁷⁸. »

V. DEUX SYSTÈMES DE MOBILITÉ SOCIALE AUX ÉTATS-UNIS

Si les variations du taux de mobilité suivant les pays ou suivant les époques ne suffisent pas à expliquer pourquoi les Américains croient en si grand nombre et avec tant de constance à l'égalité des chances (comme l'ont relevé Rytina, Form et Pease), il faut faire entrer en ligne de compte un aspect particulier du développement américain : les classes se sont surimposées aux groupements ethniques ou raciaux ⁷⁹. Au cours de leur histoire, les États-Unis ont presque toujours été divisés en « majorité » et « minorité » ethniques. Les groupes ethniques minoritaires ont à plusieurs reprises constitué une réserve de personnel pour les emplois mal payés et de statut inférieur, ce qui laissait aux gens de souche plus ancienne le loisir de s'élever. Une analyse des recensements rapporte qu'en 1870 et 1880, « les étrangers étaient pour la plupart employés dans les fabriques, l'industrie lourde, travailleurs manuels ou domestiques. Les fonctions officielles, les postes de commande et les emplois de bureau leur étaient en général inaccessibles ⁸⁰. » Le recensement de 1890 fut le premier à recueillir des renseignements sur les enfants d'immigrants nés sur place. On peut ainsi établir une comparaison entre les deux générations. Les différences sont considérables. « Au contraire des immigrants [hommes] qu'on trouvait surtout concentrés dans des emplois domestiques ou les services personnels, les hommes de la deuxième génération étaient relativement plus nombreux dans le négoce, les transports et les manufactures. Il est aussi remarquable que ces derniers aient eu plus de succès dans les carrières professionnelles, bien qu'il ait été moindre que celui des Américains de souche [nés de parents américains] [...] Tout compte fait, la deuxième génération a suivi davantage le schéma de la répartition professionnelle de la main-d'œuvre blanche que de la main-d'œuvre étrangère ⁸¹. » Ce phénomène est observable chez tous les enfants d'immigrants pendant toute la période d'immigration massive. Pour 1900 par exemple, « les chiffres montrent que les étrangers n'étaient pas mieux répartis dans l'éventail professionnel qu'en 1890, mais la deuxième génération, née sur place, était plus diversifiée et se rapprochait davantage de la répartition générale de la main-d'œuvre en 1900 ⁸². » À partir de 1910, les renseignements sur la profession fournis par le recensement se prêtent moins aux comparaisons. On peut être cependant assuré que le phénomène, dont nous venons de parler, s'est reproduit jusqu'à la fin de l'immigration massive, c'est-à-dire jusqu'à l'entrée en vigueur des mesures restrictives de 1924.

À une époque plus proche de nous, et surtout lorsque dans les années 40, l'économie américaine entra dans une phase de plein-emploi relatif, des émigrants

⁷⁸. Lipset et Bendix, *Social Mobility in Industrial Society*, p. 38.

⁷⁹. On trouvera une analyse de l'importance de ce facteur dans la mobilité américaine in Arselm Strauss, *The Contexts of Social Mobility : Ideology and Theory*, Chicago, Aldine, 1971, p. 79-104.

⁸⁰. E. P. Hutchinson, *Immigrants and Their Children*, New York, John Wiley and Sons, 1956, p. 114.

⁸¹. *Ibid.*, p. 138-139.

⁸². *Ibid.*, p. 171.

de différentes contrées d'Amérique du Nord, Noirs, Portoricains, Mexicains et, dans une moindre mesure Canadiens français ont fourni le gros de la main-d'œuvre non qualifiée défavorisée. Reinhard Bendix et moi-même écrivions dans notre analyse des mécanismes de la mobilité des années 50 :

On observe aujourd'hui encore, un rapport étroit entre les revenus faibles et l'appartenance à des groupes soumis à la ségrégation. Ces groupes fournissent une grande partie des ouvriers agricoles et des métayers du Sud et du Sud-Ouest des États-Unis. Dans les villes, les Noirs, Mexicains et Portoricains prédominent dans les emplois non qualifiés, malpropres et sous-payés. Vingt millions de personnes se partagent ainsi une partie anormalement réduite du revenu national. Elles ont peu de pouvoir politique ; leur prestige social est nul ; elles vivent dans des ghettos ethniques, en ville comme à la campagne, et leurs rapports sociaux avec les Américains blancs sont minimes. La discrimination générale à l'égard de ces minorités crée en fait un clivage social et économique, et diminue les chances de solidarité de classe. L'écrasante majorité des Blancs, qu'ils appartiennent à la classe laborieuse, moyenne ou supérieure, profitent en fait économiquement et socialement des « classes inférieures » qui leur sont incorporées. Cet éclatement prolongé de la classe laborieuse est un élément primordial de la stabilité de la structure de classes ⁸³.

Ce que nous venons d'écrire sur les différences relatives entre la situation des Noirs et des Blancs d'origine défavorisée, s'est trouvé récemment confirmé par des données statistiques plus précises. Blau et Duncan ont procédé à l'étude la plus vaste et la plus élaborée du point de vue méthodologique sur la mobilité sociale américaine. Ils ont constaté qu'une origine sociale modeste *obviait à peine aux progrès économiques éventuels des Blancs, même des enfants d'immigrants blancs*. La mobilité des Blancs se présente de telle façon que Blau et Duncan rejettent l'idée qu'un « cercle vicieux » perpétue les inégalités « pour la population en général ». Que les Blancs, y compris ceux de la classe laborieuse, soient soumis à un régime de classe fluide dans lequel ceux qui ont du talent et de l'ambition peuvent progresser, n'empêche pas que l'inverse se produise pour les Noirs. Les données qu'ils ont recueillies confirment l'impression que « les Noirs américains sont handicapés à chacun des pas qu'ils font vers la réussite financière et que cette accumulation finit par produire les profondes inégalités de chances professionnelles dont ils ont à souffrir [...] Le fait même d'être Noir, vient s'ajouter aux conséquences de ces handicaps successifs pour obérer toute carrière éventuelle. »

Nous avons vu que l'instruction ouvrait toutes sortes de portes aux Blancs, même d'origine modeste. Elle n'a pas cette faculté dans le cas des Noirs.

La différence de statut professionnel des Noirs et des Blancs est deux fois plus importante pour ceux qui ont terminé leurs études secondaires que pour ceux qui n'ont pas dépassé huit ans de scolarité. En un mot, la carrière des Noirs instruits est encore plus entravée que celle des Noirs à l'instruction très faible [...] Les Noirs, faisant partie d'un groupe défavorisé, doivent faire des sacrifices plus considérables pour rester à l'école. Ces efforts sont pourtant moins rentables que pour les Blancs. C'est peut-être une des raisons principales du manque de motivation dont témoignent les Noirs quand il s'agit de poursuivre leurs études et de parfaire leur formation ⁸⁴.

Aucun pays européen n'a eu, comme les États-Unis, autant d'immigrants à caser dans les secteurs les plus humbles d'une économie en expansion ; aucun n'a connu

83. Lipset et Bendix, *Social Mobility in Industrial Society*, p. 105-106.

84. Blau et Duncan, *The American Occupational Structure*, p. 404-407. Otis Dudley Duncan, « Inheritance of Poverty or Inheritance of Race », in Moynihan (édit.), *On Understanding Poverty*, p. 103-109.

aussi longtemps et à l'échelle nationale de clivages raciaux, ethniques et religieux qui répartissent les avantages professionnels selon la race. Il est donc évident que des taux de mobilité sociale à peu près comparables d'un pays à l'autre (si tel est le cas) ont des conséquences totalement différentes sur la conscience politique ou la solidarité de la classe laborieuse. En effet, les chances et les avantages économiques offerts au secteur le moins favorisé de la population blanche ont été beaucoup plus nombreux aux États-Unis qu'en Europe. Les données plus ou moins récentes que nous avons présentées en témoignent. Les Noirs américains non qualifiés ont un taux de mobilité sociale ascendante beaucoup moins élevé que les Européens. En revanche « le taux de mobilité ascendante des Blancs non qualifiés, considérés à part, est sensiblement plus élevé que le taux général de la catégorie des non-qualifiés. Affirmer que le taux de mobilité américain est plus élevé qu'en Europe, c'est en fait oublier une partie importante de la société ⁸⁵. »

CONCLUSION

Les historiens qui ont voulu comme Thernstrom pousser plus loin que l'opinion généralement répandue sur la société américaine et mettre en chiffres par exemple « qui faisait quoi » ou « qui recevait quoi » ont bouleversé nos jugements favoris sur l'histoire des États-Unis. Ils ne se sont pas contentés de s'attaquer à cette fable sur les taux de mobilité qui expliquerait pourquoi le partage des chances serait devenu plus inégal. Plusieurs historiens statisticiens ont analysé en collaboration la distribution des revenus et les variations des comportements de classe au cours du temps. Si on essaie de tirer une conclusion d'un certain nombre de leurs travaux, on peut dire que l'Amérique de Jackson décrite par un Tocqueville comme un système social égalitaire (ce qu'elle était sûrement par rapport à l'Europe de l'époque) était sans doute caractérisée par des formes d'inégalité sociale et économique et par des différences de niveau de vie entre les classes beaucoup plus marquées que dans l'Amérique d'aujourd'hui. Affirmer que la croissance de la société industrielle urbanisée a détruit la société égalitaire, est purement et simplement en contradiction avec ce que l'on sait de l'Amérique de Tocqueville, « de la campagne et des petites villes ».

« On explique souvent depuis Marx que c'est l'industrialisation qui a appauvri les masses en altérant un ordre social [relativement égalitaire]. Ce n'est pas très sérieux, il y avait déjà en Amérique des disparités considérables entre les citadins riches et les pauvres avant l'industrialisation ⁸⁶. »

L'existence, dans l'Amérique d'avant la guerre de Sécession, de différences très accusées dans les revenus, les biens et les styles de vie, remet en question l'opinion que l'industrialisation aurait aggravé les inégalités dans les zones urbaines. Sans entrer dans l'analyse détaillée des tendances de la distribution des revenus au cours du XX^e siècle, on peut prendre pour acquis que la croissance économique a provoqué une augmentation presque continue du produit national brut et que le

⁸⁵. Herbert Goldhammer, « Social Mobility », *International Encyclopaedia of the Social Sciences*, vol. 14, New York, Macmillan and The Free Press, 1968, p. 434-435.

⁸⁶. Edward Pessen, « The Egalitarian Myth and the American Social Reality : Wealth, Mobility, and Equality in the « Era of the Common Man », *The American Historical Review*, vol. 76, octobre 1971, p. 1027-1028, 1030. Pessen cite de nombreux travaux historiques portant sur la forme des graves inégalités durant cette période.

revenu moyen par habitant s'est multiplié presque six fois depuis 1960. Comme Bendix et moi-même le notions dans notre ouvrage sur la mobilité sociale, cet accroissement spectaculaire du revenu signifie que les biens de consommation ont été d'une façon générale plus largement diffusés. C'est ainsi qu'aux États-Unis le pourcentage de ceux qui terminent leurs études secondaires (plus de 80 %) ou qui entrent au *College* (presque 50 %) est plus important que partout ailleurs. Actuellement, près de 70 % de la population noire fait douze ans d'études, et 30 % de ceux qui sont en âge de le faire entrent au *College*. La prospérité américaine signifie que des biens de consommation, comme les voitures ou le téléphone, sont plus équitablement distribués qu'ailleurs. *The Economist* de Londres a tenté d'évaluer et de comparer à l'aide de douze indices sociaux les avantages relatifs que présentaient différents pays quant au style de vie : les États-Unis sont arrivés bons premiers devant huit grands pays industrialisés non communistes⁸⁷. Les biens de consommation sont nécessairement plus répandus en période de prospérité et les différences de niveau de vie entre les classes sont, comparativement à la moyenne mondiale, relativement moins accusées, surtout dans la population blanche. Si le revenu et la qualité générale de la vie s'améliorent, même ceux qui se maintiennent au même échelon professionnel peuvent avoir l'impression de progresser.

L'analyse des taux de mobilité et des aspects de la stratification sociale qui en dépendent, telle que Thernstrom et ses collègues la conduisent, est de toute évidence fondée sur l'idée rebattue que les sociétés caractérisées par des taux de mobilité sociale élevés sont plus protégées des conflits de classe graves et de la politique tendancieuse que celles où le progrès individuel est plus difficile. C'est dans cette théorie, reprise par différents sociologues contemporains, que Karl Marx trouvait l'explication du manque de conscience de classe des Américains. Elle a été critiquée par l'analyse des différences observables entre les individus mobiles (vers le haut ou vers le bas) et les individus non mobiles des différentes classes⁸⁸. Cette étude s'appuie sur les opinions et les préférences électorales des individus en question. Ses résultats vont dans le sens de l'opinion selon laquelle les individus mobiles seraient moins portés que les travailleurs non mobiles à adopter des attitudes fermes à propos de leur classe. James Barber conclut ainsi ses travaux : « La mobilité sociale semble être [...] un facteur de modération dans le système politique : elle assouplit le mécanisme du vote, réduit l'enjeu des consultations électorales, et assourdit les thèmes politiques portant sur les classes⁸⁹. »

Cependant, si on veut évaluer l'importance du nombre des chances en les isolant pour les considérer du point de vue de la valeur ou du point de vue structurel (le niveau auquel un individu peut prétendre), il faut dépasser la simple

87. « Where the Grass is Greener », *The Economist*, 25 décembre 1971, p. 15.

88. On trouvera une revue générale de la documentation disponible sur ce sujet in James Alden Barber, Jr., *Social Mobility and Voting Behavior*, Chicago, Rand McNally, 1970, p. 9-12, 264-266. Pour ce qui touche aux pays en voie de développement, voir : Gino Germani, « Social and Political Consequences of Mobility », in Smelser and Lipset (édit.), *Social Structure and Mobility in Economic Development*, p. 364-394.

89. Barber, *Social Mobility and Voting Behavior*, p. 267. Voir aussi : Lipset et Bendix, *Social Mobility in Industrial Society*, p. 261-265, 66-71, 73-74, 268-269 ; Blau et Duncan, *The American Occupational Structure*, p. 436-441. On trouvera dans Mayer et Müller, « Progress in Social Mobility Research ? », *Quality and Quantity*, 5 juin 1971, p. 148, note 16, différentes études particulières sur le sujet, Joseph Lopreato et Janet S. Chafetz, « The Political Orientation of Skidders : A Middle-Range Theory », *American Sociological Review*, vol. 35, juin 1970, p. 451-463.

analyse quantitative des différents taux de mobilité. On peut dire, comme Bendix et moi-même l'avons fait dans *Social Mobility in Industrial Society*, que malgré les différences de taux des sociétés industrielles mises en lumière par les travaux les plus sérieux et les plus minutieux, ces différences éventuelles n'ont pas été assez importantes pour justifier les différents types de réponse politique. La plupart des hypothèses comparatives qui présumaient que les taux de mobilité avaient un effet politique direct proposaient des comparaisons entre des sociétés censément ouvertes (comme l'Amérique en pleine croissance au XIX^e siècle) et des sociétés relativement fermées (comme la plupart des pays européens à la même époque). En fait, il faut tout simplement reconnaître que les sociétés ne diffèrent pas à ce point. Il est donc peu probable que les seuls taux de mobilité aient pu jamais expliquer les variations d'attitudes politiques des strates inférieures de chaque nation. Nous devons ajouter, entre parenthèses, que nos premiers travaux cherchaient justement une explication de ce genre ; ce qui explique notre manque d'empressement à analyser dans le détail des données statistiques de toute façon peu sûres.

La réponse politique des défavorisés peut cependant changer avec l'idée que l'on se fait de la mobilité sociale. La théorie fonctionnaliste de la stratification développée par Durkheim et Merton peut expliquer, comme je l'ai fait remarquer ailleurs, pourquoi dans plusieurs pays, beaucoup de victimes de la pauvreté ne se révoltent pas, alors que ceux dont la situation s'améliore objectivement peuvent constituer le réservoir d'une rébellion étendue⁹⁰. Il est fort possible que les membres d'un groupe pauvre acceptent leur situation et leur revenu. Ils ont atteint ce qu'on leur avait appris à espérer. En revanche, les membres d'un groupe beaucoup plus aisé ont de très hautes ambitions parce que la culture les nourrit de l'idée qu'ils devraient tous atteindre des positions relativement élevées. Ils ne se laisseront pas contenter par des positions inférieures à celles qui sont censées témoigner de leur réussite. Ils se révèlent donc plus sensibles que d'autres aux idéologies qui « font de la structure sociale la cause générale de la frustration et [...] proposent une structure différente plus satisfaisante⁹¹ ».

En accord avec ce raisonnement, on pourrait s'attendre que les défavorisés économiques soient moins sujets à l'agitation dans les pays où, comme dans la plupart des pays d'Europe occidentale, l'idéologie dominante dans la classe laborieuse fait du capitalisme, érigé en système social, l'obstacle majeur du progrès individuel. Ceux qui n'ont pas réussi à s'élever à l'aide de l'instruction par exemple, peuvent expliquer leur situation individuelle par des arguments non passionnels. L'action collective canalisée par les partis communistes ou socialistes, peut seule amener des améliorations.

Dans les nations comme les États-Unis ou les pays communistes, les valeurs, les idéologies culturelles et politiques dominantes devraient avoir l'effet contraire. La culture pousse à la réussite. Mais aucune idéologie n'est là pour justifier tel ou tel échec personnel. La frustration individuelle devrait donc y être plus aiguë et l'amertume donner plus facilement naissance à la contestation. En fait, à considérer l'histoire européenne depuis le milieu des années 60, on pourrait dire

90. Emile Durkheim, *Suicide*, Glencoe, The Free Press, 1951, p. 254. Je tire ces arguments de mon essai « Issues in Social Class Analysis », in *Revolution and Counter-revolution*, édition revue, Garden City, Doubleday-Anchor Books, 1970, notamment p. 182-184.

91. Merton, *Social Theory and Social Structure*, p. 210.

que les événements ont confirmé ces précisions. On a assisté à de vastes mouvements de protestation issus de la classe laborieuse, à des émeutes, des grèves générales en Allemagne de l'Ouest, en Hongrie, en Tchécoslovaquie et, à maintes reprises, en Pologne. En revanche, la crise de l'autorité, survenue en Europe occidentale dans les années 60, s'est traduite par une contestation massive d'étudiants que la classe laborieuse n'a guère suivie, sauf en France.

Logiquement, l'analyse de Durkheim et Merton suppose que la frustration engendrée par le sentiment de l'échec est très importante aux États-Unis. Bien que le taux élevé de criminalité y soit peut-être le résultat des incitations à la déviation auxquelles sont soumis les travailleurs frustrés, la majorité des travailleurs blancs se montre en fait peu encline à la contestation politique en profondeur. Ils sont restés insensibles à la crise de l'autorité née dans les années 60 des mouvements, en faveur des Noirs ou de la paix, qui mobilisaient les campus. La stabilité relative des couches inférieures de la population blanche est peut-être la conséquence de l'inégalité du partage des chances et des revenus entre les divers groupes ethniques ou raciaux. Ceux qui vivent dans la pauvreté, ceux dont les emplois sont les plus fastidieux, sont issus en nombre disproportionné de milieux ethniques minoritaires comme les Noirs, et de secteurs « invisibles » marginaux et inorganisable de la population blanche, comme les veuves, les orphelins, les vieillards, les ouvriers agricoles, les invalides, etc.

De toute façon, comme Bendix et moi-même le faisons remarquer il y a quelque vingt ans : « On ne saurait juger de la stabilité ou de l'instabilité d'une société par le degré de satisfaction ou de frustration qu'elle entraîne [...] Une société est caractérisée non seulement par une stratification objective, mais aussi par un système de relation de pouvoir [...] Le pouvoir n'est pas seulement la maîtrise de l'appareil coercitif. C'est aussi l'ensemble des moyens par lesquels un individu peut agir sur autrui⁹². » Si l'on considère d'une part le vaste éventail d'organisations politiques ou idéologiques des classes défavorisées de différentes sociétés et, d'autre part, les modèles de mobilité générale à peu près comparables d'un pays à l'autre, il devient évident qu'historiens et sociologues devraient se tourner vers d'autres variables que la simple mobilité pour expliquer les différents degrés de politisation.

Cela ne signifie pas que les recherches sur la mobilité sociale sont sans intérêt pour l'étude de la société. Étant donné la direction évidente que prennent depuis le siècle des lumières les mouvements en faveur de l'égalité des chances et des statuts, il est de toute évidence primordial de connaître les facteurs susceptibles de limiter l'hérédité des privilèges. Il nous faut noter ici que Platon avait déjà relevé dans *la République* les aspects les plus importants du problème, dans des termes tout à fait analogues à ceux qu'emploient les sociologues communistes actuels.

En cherchant à définir l'état idéal, Platon jugeait les hommes selon leur valeur intrinsèque. Il remarqua que les hommes en société se rendaient mutuellement service, qu'ils se partageaient le travail et que chacun excellait dans un certain type d'activité, tandis que les autres réussissaient moins bien. Il était persuadé que si chacun exploitait ses dons, l'individu et la société en bénéficieraient. Cet idéal avait pourtant rarement été atteint dans l'Histoire.

92. Reinhard Bendix et S. M. Lipset, « Introduction », in Lipset et Bendix (édit.), *Class, Status and Power*, Glencoe, The Free Press, 1953, p. 13.

C'est pourquoi Platon envisageait un État idéal où l'éducation aurait permis à chacun de manifester ce qu'il avait de meilleur en lui...⁹³

Voulant définir les structures nécessaires à une société communiste égalitaire, Platon dénonce la famille comme l'institution sociale de base qui entretient les inégalités héréditaires. Il souligne que les individus sont enclins à assurer aux membres de leur famille qu'ils affectionnent tous les privilèges dont ils jouissent eux-mêmes. Il y a donc une tendance inhérente à toute société à institutionnaliser certaines formes d'inégalités héréditaires. Platon en conclut que, dans une société communiste, il serait nécessaire d'enlever les enfants à leurs parents et de les confier à l'État. On éliminerait ainsi cette tendance à la transmission des privilèges sociaux. Robert Owen se fonda sur un raisonnement du même genre de Jean-Jacques Rousseau et proposa explicitement que tous les enfants, quel que soit le statut de leurs parents, soient élevés dès leur tendre enfance dans des pensions prises en charge par l'État. Cette solution trouva un écho dans le premier parti travailliste que l'Histoire ait connu, le *New York State Workingman* des années 1820 et 1830. On retrouve dans les archives du parti l'argument suivant : puisque les milieux sociaux des familles diffèrent à tel point selon la culture et la richesse, la seule façon de garantir aux enfants pauvres les mêmes chances de réussite qu'aux enfants aisés, est de confier les uns et les autres à des institutions officielles.

Les nombreuses recherches entreprises sur les types de mobilité sociale observables dans les pays communistes et les pays occidentaux, montrent à l'évidence que les différences de milieu auxquelles les enfants sont soumis par leurs familles respectives, viennent en grande partie des différences dans la situation professionnelle et finissent par mettre un sérieux obstacle à l'avancement des enfants de classe pauvre. Les mesures visant à mieux distribuer les possibilités scolaires sont loin d'avoir surmonté cet obstacle. Aucun pays n'est d'ailleurs arrivé à offrir à ses citoyens une formation scolaire à peu près équivalente pour tous. Vingt-cinq siècles après Platon, nous affrontons aujourd'hui encore le problème d'une égalité qu'il nous faut répandre, mais qui est mise en échec par les besoins et les satisfactions que la famille entretient. L'expérience communiste nous a enseigné que l'abolition du capitalisme n'était pas en elle-même la solution.

RÉSUMÉ

L'auteur fait un bilan des études récentes sur la mobilité professionnelle et sociale. Cette fois, vingt ans après sa publication avec R. Bendix de *Social Mobility in Industrial Society*, il peut utiliser d'abondantes données des pays communistes, U.R.S.S., Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Yougoslavie. Il constate que les recherches menées dans ces pays font état d'une différence de mobilité sociale selon le milieu professionnel d'origine. Examinant ensuite les résultats des social-démocraties suédoise et britannique, il constate que là aussi les milieux d'origine confirment leur influence, tout comme en France d'ailleurs. Il conclut que, aucun pays n'a jusqu'ici trouvé la solution aux problèmes des inégalités des chances des enfants des classes pauvres.

ABSTRACT

[*Social Mobility and Socialist Goals*] The author reviews recent studies on social and occupational mobility. Twenty years after his joint publication with R. Bendix *Social Mobility in Industrial Society*, he is able to utilize the abundant data available from the communist

⁹³ Reinhard Bendix et S. M. Lipset, « Introduction », in Lipset et Bendix (édit.), *Class, Status and Power*, p. 7.

countries : U.S.S.R., Poland, Czechoslovakia, Hungary, and Yugoslavia. He shows that the research conducted in these countries repeatedly demonstrates that differences in rates of social mobility vary according to family's occupational status. Then, examining the results from such social-democratic nations as Sweden and Great Britain, he shows that there too, family origins are reflected in the rates of mobility, much as in France. He concludes that no nation has yet found the solution to inequality for children of the lower classes.

RESUMEN

[*La movilidad social y los objetivos socialistas*] El autor hace un balance de los estudios recientes sobre la movilidad profesional y social. Esta vez, 20 años despues de su publicación con R. Bendix de *Social Mobility in Industrial Society* (movilidad social en la sociedad industrial), puede utilizar abundantes datos de los países comunitas, U.R.S.S., Polonia, Checoslovaquia, Yugooslavia, Hungría. Comprueba que las investigaciones llevadas a cabo en esos países muestran una diferencia de movilidad social segun el medio profesional de origen. Seguidamente examina los resultados de las social-democracias sueca y británica, comprobando que allí tambien los medios de origen confirman su influencia y que los mismo sucede en Francia. Concluye que, ningun país hasta el momento ha encontrado la solución a los problemas de la desigualdad de oportunidades de los niños de las clases pobres.